



Revue de presse



Dimanche 27 aout 2023

M. Faid s'entretient à Johannesburg avec la présidente de la NBD



ALGER - Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est entretenu, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff, a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre s'est déroulée en marge des travaux du Sommet des BRICS tenu à Johannesburg du 21 au 24 août en cours, a ajouté la même source.

Les deux parties ont débattu lors de cette rencontre "le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, une banque internationale qui a pour objet de soutenir les projets de développement dans les pays émergents", selon la même source.

Lors de cette rencontre, "la présidente de la NBD a exprimé sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion lors de la prochaine session du Conseil des Gouverneurs de la banque, prévu pour le mois de septembre prochain".

Par la même occasion, les mesures pratiques relatives au processus d'adhésion ont été discutées, la présidente de la banque ayant affirmé que "tous les pays membres au Conseil des Gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie", selon la même source.



15e Sommet des BRICS : l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour un nouvel ordre économique mondial



ALGER - Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a affirmé jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), où il a représenté le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au forum "BRICS Outreach Plus", organisé dans le cadre du 15e Sommet des "BRICS", que l'Algérie avait été parmi les premiers pays à plaider pour un nouvel ordre économique mondial plus juste.

A l'entame de son allocution, M. Faid a transmis les salutations "fraternelles" du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux participants à cet événement, notamment les dirigeants du BRICS (Russie, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud), "en tête desquels son frère, le président sud-africain, Matamela Cyril Ramaphosa, pour son aimable invitation à prendre part à ce forum où se discutent les principaux enjeux mondiaux et se profile un avenir prometteur pour la coopération et la solidarité internationales".

"L'histoire témoigne que l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial plus juste", a souligné le ministre, rappelant que l'Algérie "a affirmé, lors de la 4^e assemblée du Mouvement des Non-Alignés (MNA) en Algérie en septembre 1973, que tous les moyens de contrôle de l'économie mondiale étaient sous l'emprise d'une minorité de pays avancés, appelant ainsi à un ordre mondial basé sur les principes de justice et d'équité".

"Nous estimons que la vision des BRICS n'est que le prolongement de la vision défendue par l'Algérie depuis des décennies", a-t-il dit.

Pour le ministre, "les mutations effrénées que connaît le monde aujourd'hui ont fait surgir un ensemble complexe de défis auxquels il est nécessaire de faire face, et d'opportunités qu'il importe d'exploiter de manière optimale".

Concernant les défis, M. Faid a indiqué que "la mondialisation heureuse telle qu'elle a été qualifiée, est en déclin aujourd'hui. De même que les cadres des partenariats multilatéraux sont compromis par l'égoïsme, la remise en question et le repli sur soi".

"Il est désormais clair que les comportements unilatéraux et les dictats sont imposés aux pays en développement, se substituant aux valeurs essentielles de la coopération, du partenariat et de la solidarité", a-t-il martelé.

Face à ces tiraillements, poursuit M. Faid, "le thème retenu pour cette réunion par l'Afrique du Sud nous interpelle tous pour rappeler l'impérieuse nécessité de réorganiser l'ordre

mondial d'un point de vue de durabilité et d'inclusion en se focalisant sur les principes de justice, d'équité et de la multipolarité cohérente".

Dans ce contexte, M. Faid a souligné que "l'Algérie partage ces principes fondamentaux avec le groupe BRICS, qui se positionne aujourd'hui comme un moteur de changement positif dans le monde. Le partenariat proposé par les pays du groupe offre une alternative viable aux tensions et aux divisions qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, ainsi qu'une opportunité de construire un ordre mondial juste et multipolaire basé sur le respect mutuel".

Il a également expliqué que "l'Algérie, du fait de la convergence de ses vues avec les pays de ce groupe en termes de vision stratégique et de principes fondamentaux, a présenté sa candidature pour y adhérer, consciente que le choix de l'alliance et du regroupement est un choix souverain, stratégique et de développement qui peut contribuer à renforcer les cadres de coopération et de partenariat existants avec les autres composantes de la communauté internationale".

Il a ajouté que l'Algérie "a pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche".

"Notre avons l'intime conviction que l'Algérie, avec son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains.

Son économie est diversifiée et en croissance grâce à une jeunesse créative et à des ressources naturelles abondantes. Autant de facteurs susceptibles de créer des opportunités de coopération fructueuse au sein du groupe", a affirmé le ministre.

"En plus de ces atouts, l'attachement de l'Algérie à privilégier les solutions pacifiques des conflits, ainsi que sa conviction de l'impératif de faire prévaloir le principe du dialogue dans le règlement des crises, le respect du droit international et le soutien en faveur des causes justes, reflètent son engagement à instaurer la paix, la stabilité et la justice à l'échelle mondiale, en sus de renforcer la représentation de l'Afrique dans les discussions mondiales", a souligné le ministre.

Enfin, le ministre a, à nouveau, affirmé "notre disposition à œuvrer avec les BRICS pour établir un partenariat solide et permanent, conformément à une vision complémentaire qui consolide la coopération Sud-Sud et resserre les liens de fraternité entre les Etats membres, où le respect est le mot d'ordre régissant nos échanges".

A noter que les travaux du forum "BRICS Outreach Plus" se sont déroulés jeudi, dans le cadre de la 15e session du Sommet des BRICS tenu à Johannesburg du 22 au 24 août sous le thème "Les Brics et l'Afrique :

Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif".

Le forum a réuni, en plus des dirigeants des cinq pays du groupe des BRICS, des chefs d'Etat et de gouvernement de 67 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes, ainsi que des responsables d'organisations internationales et régionales.



Faid examine à Johannesburg le renforcement de la coopération bilatérale avec son homologue sud-africain



ALGER- Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est entretenu, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), avec le ministre sud-africain des Finances, M. Enoch Godongwana,

sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue en marge du 15e Sommet des Brics, a porté sur les moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays, et permis de passer en revue les opportunités de renforcement des échanges commerciaux et de l'investissement en vue de réaliser un développement durable dans la région.

Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à poursuivre les efforts visant à "développer les relations économiques et de les hisser au niveau des relations historiques et des liens d'amitié établis de longue date entre les deux pays", a ajouté la même source.

Les deux parties ont également évoqué "le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement", le ministre sud-africain des Finances ayant exprimé le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à cette banque, affirmant que "tous les efforts possibles seront fournis pour accélérer cette adhésion".

Les discussions ont porté en outre sur les questions soulevées lors du 15e Sommet des Brics, notamment celles relatives à la coopération financière et monétaire, a affirmé la même source, relevant que cette rencontre a permis d'examiner "les moyens de développement des opérations commerciales par l'utilisation des monnaies nationales".



Algérie-Afrique du Sud: signature d'un mémorandum d'entente pour la création d'un Conseil d'affaires conjoint



ALGER - La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a signé, mercredi, en marge de la 15e session du Sommet des Brics à Johannesburg, un mémorandum d'entente avec son homologue sud-africaine

pour la création d'un Conseil d'affaires conjoint, indique la CACI dans un communiqué.

Le mémorandum a été signé par le président de la CACI, M. Kamel Hamenni, et le président de la Chambre de commerce sud-africaine, en présence du ministre des Finances, M. Laaziz Faid, et de la Cheffe de cabinet du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Mme SouhilaAbellache.

Pour M. Hamenni, ce conseil servira de "locomotive qui accroîtra le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Afrique du Sud", de même qu'il permettra de "renforcer l'intégration africaine, notamment après l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine".

Cette démarche permettra aussi aux opérateurs économiques des deux pays d'examiner les opportunités de partenariat, de coopération et d'investissement", a dit le président de la CACI, estimant que "toutes les conditions sont réunies pour des échanges commerciaux et économiques mutuellement bénéfiques".

Il a également été convenu, lors de cette rencontre, d'organiser une visite de travail au profit des opérateurs économiques sud-africains à l'occasion de la 31e édition de la Foire de la production algérienne, prévue en décembre prochain, conclut le communiqué



Troisième et dernier jour du 15e Sommet des Brics

JOHANNESBURG - Les travaux de la 15ème session ordinaire du sommet des Brics ont repris jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), pour le troisième et dernier jour, au cours desquels les membres du groupe débâteront avec les dirigeants des pays du Sud les voies et moyens pour construire un monde "plus équitable et représentatif".

Dans ce cadre, deux forums seront organisés: "Brics-AfricaOutreach" et "Brics Plus dialogue".

Ces deux évènements permettront "un dialogue inclusif sur les questions clés affectant les économies en développement et identifier les actions que nous pouvons prendre

ensemble pour un monde plus équitable, inclusif et représentatif", a indiqué jeudi le président sud-africain Cyril Ramaphosa, lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des résultats du sommet des Chefs d'Etat du groupe tenu mercredi.

Lors de ce sommet, les Brics ont souligné l'importance de discuter des solutions viables aux défis communs auxquels sont confrontés les pays du Sud. "Il s'agit notamment de la nécessité d'une croissance économique bénéfique, d'un développement durable et d'une réforme des systèmes multilatéraux", selon le président Ramaphosa.

Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont appelé, dans ce sens, les institutions financières multilatérales et les organisations internationales à jouer un rôle "constructif" pour un consensus mondial sur les politiques économiques.

Toute en saluant "la dynamique mondiale en faveur du recours aux monnaies locales et des systèmes de paiement alternatifs", le groupe a affiché sa disponibilité "à explorer les possibilités d'améliorer la stabilité, la fiabilité et l'équité de l'architecture financière mondiale".

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des Brics, ont été ainsi chargés d'examiner la question des monnaies locales, des instruments et des plateformes de paiement et de faire rapport aux dirigeants du groupe d'ici le prochain sommet, selon les déclarations du président sud-africain.

Les Chefs d'Etat des Brics sont également parvenus à "un accord sur les lignes directrices, les normes, les critères et les procédures du processus d'expansion du groupe, en discussion depuis un certain temps", a annoncé le président Ramaphosa.

Ainsi, les dirigeants des Brics "ont décidé d'inviter la République argentine, la République arabe d'Egypte, la République fédérale démocratique d'Ethiopie, la République islamique d'Iran, le Royaume d'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis à devenir membres à part entière du groupe. L'adhésion prendra effet au 1er janvier 2024", précise-t-il.

Il s'agit d'une "première phase" du processus d'expansion, "et d'autres phases suivront", souligne encore le président Ramaphosa.

"Nous apprécions l'intérêt des autres pays pour la construction d'un partenariat avec les Brics. Nous avons chargé nos ministres des Affaires étrangères de développer davantage le

modèle de pays partenaires du groupe, ainsi qu'une liste de pays partenaires potentiels et un rapport d'ici le prochain sommet", a-t-il déclaré.

Le groupe des Brics représente 32% du PIB mondial et 40% de la population du globe.



Faid lors du forum «BRICS Outreach Plus » : « Nous sommes disposés à œuvrer avec les Brics pour un partenariat solide et permanent »



«L'histoire témoigne que l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial plus juste ».

C'est par ces termes forts significatifs que le ministre des Finances, Laaziz Faid, représentant du Président Tebboune, s'est exprimé jeudi lors des travaux du forum «BRICS Outreach Plus ».

Dans son allocution, M. Faid indique que « nous estimons que la vision des BRICS n'est que le prolongement de la vision défendue par l'Algérie depuis des décennies ».

Aujourd'hui, le monde connaît des mutations effrénées. Celles-ci ont fait surgir un « ensemble complexe de défis auxquels il est nécessaire de faire face, et d'opportunités qu'il importe d'exploiter de manière optimale ». Relevant le déclin de la « mondialisation heureuse », M. Faid affirme qu'il est désormais « clair que les comportements unilatéraux et les dictats sont imposés aux pays en développement, se substituant aux valeurs essentielles de la coopération, du partenariat et de la solidarité ».

Dans le même registre, le ministre rappelle « l'impérieuse nécessité de réorganiser l'ordre mondial d'un point de vue de durabilité et d'inclusion en se focalisant sur les principes de justice, d'équité et de la multipolarité cohérente ».

Et souligné que « l'Algérie partage ces principes fondamentaux avec le groupe BRICS, qui se positionne aujourd'hui comme un moteur de changement positif dans le monde.

Le partenariat proposé par les pays du groupe offre une alternative viable aux tensions et aux divisions qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, ainsi qu'une opportunité de construire un ordre mondial juste et multipolaire basé sur le respect mutuel ».

Mettant en relief la convergence des vues de l'Algérie avec les pays de ce groupe en termes de vision stratégique et de principes fondamentaux, M. Faid indique que l'Algérie a « présenté sa candidature pour y adhérer, consciente que le choix de l'alliance et du regroupement est un choix souverain, stratégique et de développement qui peut contribuer à renforcer les cadres de coopération et de partenariat existants avec les autres composantes de la communauté internationale ».

L'Algérie, poursuit-il, « a pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche ».

En sus de son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, l'Algérie, clame M. Faid, « propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains ».

Pour le ministre des Finances, «notre disposition est d'œuvrer avec les BRICS pour établir un partenariat solide et permanent, conformément à une vision complémentaire qui consolide la coopération Sud-Sud et resserre les liens de fraternité entre les Etats membres, où le respect est le mot d'ordre régissant nos échanges ».

Adhésion de l'Algérie à la banque de développement : Tous les pays membres favorables, selon Dilma Roussef



La présidente de la nouvelle banque de développement, Dilma Roussef est favorable à l'adhésion de l'Algérie à l'institution financière. Elle a exprimé son soutien, ce jeudi, au ministre des Finances, Laaziz Faid, avec lequel elle s'est entretenue en marge du 15ème Sommet des Brics à Johannesburg (Afrique du Sud).

Elle a assuré être convaincue que la demande de l'Algérie sera acceptée à la prochaine réunion des gouverneurs de la banque en septembre prochain. Elle a précisé à son vis-à-vis, que tous les pays membres approuvent l'intégration de l'Algérie.

Les procédures pratiques liées à cette adhésion ont également été abordées.

La banque de développement promeut les projets de développement dans les pays émergents.

Laaziz Faid rencontre son homologue sud-africain : L'adhésion de l'Algérie à la banque de développement soutenue



Le ministre des Finances, Laaziz Faid s'est entretenu, ce jeudi à Johannesburg en marge du 15^{ème} Sommet des Brics, avec son homologue sud-africain, Enoch Godungwana.

Les deux ministres ont exploré les moyens de consolider la coopération entre les deux pays. Ils ont évoqué aussi le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la nouvelle Banque de Développement, selon un communiqué du ministère des Finances. « Le ministre sud-africain des Finances a exprimé le soutien de son

pays au dossier de l'adhésion de l'Algérie à cette banque, soulignant que tous les efforts possibles seront déployés pour accélérer le processus d'adhésion » précise la même source.

Les discussions ont également porté sur les questions soulevées lors du 15^e sommet des BRICS, notamment celles liées à la coopération financière et monétaire. Dans le cadre de cette réunion, la manière de promouvoir les transactions commerciales utilisant les monnaies nationales a également été abordée.

Taux de change : L'Euro toujours en hausse



La cotation commerciale du dinar indique que a monnaie européenne vaut 147.97 et 148.21 Da, pour le change respectif d'achat et de vente.

Le billet vert, lui, affiche un même change de 136 dinars. Ainsi, l'Euro continue à s'inscrire dans une tendance haussière comparativement au dollar.

Pour les autres monnaies, la Livre sterling vaut respectivement 173.21 et 173.62 dinars, et le

dollar canadien 100.59 et 100.83 dinars. Pour Brahim Guendouzi, économiste, la détermination du taux de change de la monnaie nationale par rapport aux monnaies étrangères « est du ressort exclusif de la Banque d'Algérie, qui a adopté officiellement le régime de change de flottement dirigé ». Aussi, deux aspects peuvent être distingués s'agissant de l'évolution des cours du dinar sur le marché des changes.

Il y a tout d'abord « les ajustements qui sont effectués par la Banque d'Algérie sur le taux de change à partir de déterminants structurels et macroéconomiques, internes et externes, donnant lieu soit à une tendance baissière (forte dépréciation comme cela a été le cas entre Août 2021 et Février 2022) ou haussière (appréciation du dinar depuis Juillet 2022 jusqu'à aujourd'hui) ».



Pétrole : La réduction de l'offre des producteurs soutient le prix du baril



Malgré les craintes quant à la résilience de la demande, la réduction de l'offre de pétrole par les pays producteurs soutient de facto le prix du baril. De son côté, le gaz naturel reste sous la barre des 35 euros.

Dans ce registre, la major pétrolière BP a déclaré que le monde devait investir dans la production de pétrole et de gaz afin d'éviter les fortes hausses de prix tout en accélérant la transition énergétique pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre.

Notons que les prix mondiaux du gaz ont été multipliés par sept l'année dernière, car 3 % des réserves mondiales de gaz ont été touchées à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. « Nous devons faire les deux. Nous devons investir dans le système énergétique actuel de manière responsable et, en même temps, nous devons investir dans l'accélération de la transition énergétique », a déclaré M. Looney, P-dg de BP à New Delhi.

La transition énergétique « doit être ordonnée pour maintenir son rythme, car les niveaux d'émission ont augmenté depuis la conférence de Paris sur le changement climatique en 2015, malgré les efforts mondiaux ».

L'Agence internationale de l'énergie prévoit que la demande mondiale de pétrole atteindra un niveau record de 2,2 millions de barils par jour cette année.⁶

Adhésion de l'Algérie a la NBD: Faïd s'entretient avec Dilma Roussaf



Le Ministre des Finances, Laaziz Faïd, a rencontré en marge du sommet des BRICS, la présidente de la Nouvelle Banque de Développement, Dilma Roussaf.

La réunion a porté sur un débat approfondi sur l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle Banque de Développement, une banque internationale qui vise à soutenir des projets de développement dans les pays en développement.

Au cours de cette réunion, la Présidente de la Banque a exprimé sa conviction quant à l'acceptation de la demande d'adhésion à la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs de la Banque, prévue en septembre prochain.

Les procédures liées au processus d'adhésion ont également été discutées. La présidente de la banque a confirmé que tous les Etats membres du Conseil des gouverneurs ont exprimé leur soutien à la candidature de l'Algérie.

Faid s'entretient avec son homologue sud-africain



En marge du sommet des BRICS, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a tenu ce jeudi une réunion avec son homologue sud-africain, Enoch Godungwana.

Au cours de cette réunion, les deux ministres ont discuté des moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays et ont examiné les opportunités disponibles pour renforcer les échanges commerciaux et les investissements conjoints, dans le but de parvenir au développement durable de la région.

Les deux parties se sont également engagées à poursuivre les efforts

visant à développer les relations économiques et à les promouvoir au rang des relations historiques et des relations d'amitié qui ont toujours distingué les deux pays.

Dans le même contexte, a été évoqué le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle Banque de Développement, où le ministre sud-africain des Finances a exprimé le soutien de son pays au dossier de l'adhésion de l'Algérie à cette banque, soulignant que tous les efforts possibles seront déployés pour accélérer le processus d'adhésion.

Les discussions ont également porté sur les questions soulevées lors du 15ème sommet des BRICS, notamment celles liées à la coopération financière et monétaire. Dans le cadre de cette réunion, la manière de promouvoir les transactions commerciales utilisant les monnaies nationales a également été discutée.

BRICS: Les nouveaux membres connus

Le président Sud-africain, Cyril Pamaphosa, a indiqué lors d'une conférence de presse pour la clôture du 15e sommet du BRICS, que l'alliance a nommé l'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Egypte, l'Ethiopie, les Emirats arabes comme nouveaux membres de l'organisation.

Pour sa part, le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a fait savoir qu'après l'élargissement des BRICS le PIB de l'alliance constituera 37% du PIB mondial.

Après l'élargissement, les BRICS seront 4 fois plus grands que le G7 en population et détiendront 44% des ressources mondiales de pétrole.

HORIZONS
QUOTIDIEN NATIONAL



Faid examine le renforcement de la coopération bilatérale avec son homologue sud-africain

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), avec le ministre sud-africain des Finances, M. Enoch Godongwana, sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue en marge du 15e Sommet des Brics, a porté sur les moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays, et permis de passer en

revue les opportunités de renforcement des échanges commerciaux et de l'investissement en vue de réaliser un développement durable dans la région. Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à poursuivre les efforts visant à « développer les relations économiques et de les hisser au niveau des relations historiques et des liens d'amitié établis de longue date entre les deux pays », a ajouté la même source.

Les deux parties ont également évoqué « le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement », le ministre sud-africain des Finances ayant exprimé le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à cette banque, affirmant que « tous les efforts possibles seront fournis pour accélérer cette adhésion ». Les discussions ont porté en outre sur les questions soulevées lors du 15e Sommet des Brics, notamment celles relatives à la coopération financière et monétaire, a affirmé la même source, relevant que cette rencontre a permis d'examiner « les moyens de développement des opérations commerciales par l'utilisation des monnaies nationales ».



L'Algérie et la Nouvelle banque de développement

Rendez-vous en septembre



Les membres du Conseil des gouverneurs de la NBD soutiennent la candidature de l'Algérie.

Entre l'Algérie et la Nouvelle banque de développement (NBD) des Brics, le rendez-vous est pris. Il aura lieu au mois de septembre prochain. À l'ordre du jour: approbation des

demandes d'adhésion à cette nouvelle institution financière, qui accompagne le club des Brics dans ses projets et ambitions. L'Algérie compte intégrer cette institution. La NBD a aussi comme mission principale celle de «soutenir les projets de développement dans les pays émergents». Cette mission vise à éloigner les pays émergents des «chantages» et autres pressions politiques qu'exercent les institutions du monde occidental comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM). En perspective de ce rendez-vous de septembre, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a rencontré jeudi la présidente de la NBD, Dilma Rousseff. Cela s'est passé à Johannesburg en marge du Sommet des Brics.

Les deux parties ont débattu lors de cette rencontre «le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, une banque internationale qui a pour objet de soutenir les projets de développement dans les pays émergents», a souligné un communiqué du ministère des Finances. Selon cette même source, la présidente de la NBD a exprimé «sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion lors de la prochaine session du Conseil des gouverneurs de la banque, prévue pour le mois de septembre prochain». Ont été abordées lors de cette rencontre, les mesures pratiques relatives au processus d'adhésion. La présidente de la Nouvelle banque des Brics a affirmé que «tous les pays membres au Conseil des gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie», selon le communiqué du ministère des Finances.

Les propos de l'ancienne présidente du Brésil confirment que la NBD accueille favorablement les ambitions de l'Algérie de figurer dans les institutions des Brics. Surtout depuis que l'Algérie a décidé d'apporter une première contribution de 1,5 milliard de dollars pour la NBD. Dilma Rousseff avait qualifié la démarche de l'Algérie d'«importante».

«L'adhésion de l'Algérie à la banque des Brics et aux Brics est importante pour le groupe et ce en raison des potentialités, notamment naturelles dont dispose le pays et qui lui permettent de jouer un rôle important au sein du groupe des Brics», avait réagi Dilma Rousseff après l'annonce de la contribution de l'Algérie. Faïd a rencontré son homologue sud-africain, Enoch Godongwana, avec lequel il a abordé le renforcement de la coopération économique entre les deux pays. Cette rencontre a permis de passer en revue les opportunités de renforcement des échanges commerciaux et de l'investissement en vue de réaliser un développement durable dans la région. Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à poursuivre les efforts visant à développer les relations économiques et de les hisser au niveau des relations historiques et des liens d'amitié établis de longue date entre les deux pays, a indiqué le ministère des Finances. Les deux parties ont également évoqué le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement. Le ministre sud-africain des Finances a exprimé le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à cette banque. Il a affirmé que «tous les efforts possibles seront fournis pour accélérer cette adhésion». Les discussions ont porté aussi sur les questions soulevées lors du 15e Sommet des Brics, notamment celles relatives à la coopération financière et monétaire, a affirmé la même source, relevant que cette rencontre a permis d'examiner «les moyens de développement des opérations commerciales par l'utilisation des monnaies nationales».

Faïd a examiné également à Johannesburg avec le ministre des Affaires étrangères du Bangladesh, les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à la NBD des Brics. Les deux

ministres ont évoqué «les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement, laquelle a été soutenue par le Bangladesh, membre de la banque», selon le ministère des Finances. Concernant la coopération en matière de finances, les entretiens ont porté sur «les opportunités de signature d'accords de non-double imposition, ainsi que la promotion et la protection mutuelle des investissements», a fait savoir la même source.



L'Algérie «a pris acte» de la décision: Six pays ont rallié les Brics

Baisser de rideau sur les travaux de la 15ème session ordinaire du Sommet des Brics à Johannesburg. Jeudi 24 août a été le troisième et dernier jour de ce sommet, au cours duquel les membres du groupe ont débattu avec les dirigeants des pays du Sud les voies et moyens pour construire un monde «plus équitable et représentatif».

Lors de ce sommet, les Brics ont souligné l'importance de discuter des solutions viables aux défis communs auxquels sont confrontés les pays du Sud. «Il s'agit notamment de la nécessité d'une croissance économique bénéfique, d'un développement durable et d'une réforme des systèmes multilatéraux», selon le Président Ramaphosa, qui s'exprimait lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation des résultats du sommet des Chefs d'Etat du groupe, tenu mercredi. Les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui représentent 32% du PIB mondial et 40% de la population du globe, ont appelé les institutions financières multilatérales et les organisations internationales à jouer un rôle «constructif» pour un consensus mondial sur les politiques économiques. Tout en saluant «la dynamique mondiale en faveur du recours aux monnaies locales et des systèmes de paiement alternatifs», le groupe a affiché sa disponibilité «explorer les possibilités d'améliorer la stabilité, la fiabilité et l'équité de l'architecture financière mondiale».

Les Chefs d'Etat des Brics sont également parvenus à «un accord sur les lignes directrices, les normes, les critères et les procédures du processus d'expansion du groupe, en discussion depuis un certain temps», a annoncé le Président Ramaphosa. Ainsi, les dirigeants des Brics «ont décidé d'inviter la République argentine, la République arabe d'Egypte, la République fédérale démocratique d'Ethiopie, la République islamique d'Iran, le Royaume d'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis à devenir membres à part entière du groupe. L'adhésion prendra effet au 1er janvier 2024», précise-t-il. Il s'agit d'une «première phase» du processus d'expansion, «et d'autres phases suivront», souligne encore le Président Ramaphosa. «Nous apprécions l'intérêt des autres pays pour la construction d'un partenariat avec les Brics. Nous avons chargé nos ministres des Affaires étrangères de développer davantage le modèle de pays partenaires du groupe, ainsi qu'une liste de pays partenaires potentiels et un rapport d'ici le prochain sommet», a-t-il déclaré.

L'Algérie, par la voix de son ministre des Finances, Laaziz Faid, représentant du président de la République au sommet, déclare avoir «pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe, en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche».

Soudan, Sahel, Niger et Libye, les préoccupations des BRICS

«Notre avons l'intime conviction que l'Algérie, avec son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains. Son économie est diversifiée et en croissance grâce à une jeunesse créative et à des ressources naturelles abondantes. Autant de facteurs susceptibles de créer des opportunités de coopération fructueuse au sein du groupe», a affirmé le ministre. En marge du sommet, le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est entretenu, jeudi, à Johannesburg (Afrique du Sud), avec le ministre sud-africain des Finances, M. Enoch Godongwana, sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Et, il s'est entretenu également, le même jour, avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff, qui a exprimé sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion, lors de la prochaine session du Conseil des Gouverneurs de la banque, prévu pour le mois de septembre prochain».

Par ailleurs, notons que les pays membres du groupe des BRICS ont insisté sur la nécessité de parvenir à une solution politique pérenne, mutuellement acceptable, à la question du Sahara Occidental conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et en exécution du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO), indique le communiqué final publié à l'issue des travaux de la 15e session du Sommet des BRICS, à laquelle a pris part le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, et ce, après l'échec des tentatives du régime du Makhzen marocain ,visant à annuler la participation du Sahara occidental à cette rencontre. Sur un autre registre, le groupe des BRICS a exprimé sa préoccupation face à l'aggravation de la violence au Soudan et fait part de sa préoccupation par la situation dans la région du Sahel, notamment dans la République du Niger, non sans afficher tout le soutien à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de la Libye, selon le communiqué final.



L'ADHÉSION AUX BRICS NE LUI IMPORTE FINALEMENT PEU : L'Algérie mise sur la NDB !

Dans l'immédiat, ce qui intéresse l'Algérie, c'est la banque des BRICS. Pour preuve, alors que le processus d'adhésion à ce Bloc était encore en cours, le Président Abdelmadjid Tebboune avait insisté, on s'en souvient, sur l'importance de la participation de l'Algérie, avec une contribution de 1,5 milliard de dollars au capital de la Nouvelle banque de développement relevant des BRICS.

Tout compte fait, la demande d'adhésion au club des « 5 » importait peu. C'est-à-dire, qu'il y ait adhésion ou pas, cela reste un non-événement. Au risque de se répéter, l'adhésion à cette banque qui « dispose de ressources financières plus importantes que la Banque mondiale », comme l'avait fait remarquer le président de la République, était, dès le départ, la priorité de premier plan pour l'Algérie. Et c'est en bonne voie d'ailleurs. Selon Dilma Rousseff, ancienne Présidente brésilienne et actuelle présidente de la NDB (créée en 2015), la banque examine actuellement les demandes d'adhésion d'environ 15 pays, bien qu'elle ne soit susceptible que d'en approuver quatre ou cinq, a-t-elle précisé.

La présidente de la NBD a exprimé sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion de l'Algérie lors de la prochaine session du Conseil des Gouverneurs de la banque, prévue pour le mois de septembre prochain. Elle l'a dit au ministre des Finances, Laâziz Faïd, qui s'est entretenu avec elle, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud).

Un communiqué du ministère précise que la rencontre s'est déroulée en marge des travaux du Sommet des BRICS tenu à Johannesburg du 21 au 24 août en cours. Les deux parties ont débattu, lors de cette rencontre, « le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, une banque internationale qui a pour objet de soutenir les projets de développement dans les pays émergents », selon la même source.

Par la même occasion, les mesures pratiques relatives au processus d'adhésion ont été discutées, la présidente de la banque ayant affirmé que « tous les pays membres au Conseil des Gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie », selon la même source.

Le ministre Sud-africain des Finances, Enoch Godongwana, a exprimé à Laâziz Faïd, avec lequel il s'est entretenu, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), le soutien de son pays au dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD. Comme l'a expliqué Dilma Rousseff, qui a exposé au Financial Times les objectifs de l'institution qu'elle dirige depuis mars dernier, la grande différence avec la Banque mondiale et le FMI, est que la NDB ne fixe pas de conditions politiques préalables. « Souvent, un prêt est accordé à la condition que certaines politiques soient menées. Nous ne faisons pas cela. Nous respectons les politiques de chaque pays », a-t-elle déclaré. « Notre objectif doit être le suivant: une banque créée par les pays en développement pour eux-mêmes », a-t-elle ajouté.

Les objectifs de la NBD, selon sa présidente: commencer à prêter en monnaies locales (pour permettre aux emprunteurs d'éviter le risque de change et les variations des taux d'intérêt américains), réduire la dépendance au dollar et promouvoir un système financier international davantage multipolaire. Elle a annoncé le projet de prêter en 2023 entre 8 et 10 milliards de dollars. « Notre objectif est d'atteindre environ 30% de tout ce que nous prêtons en monnaies locales », a-t-elle détaillé. Quant à l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, ce n'est que partie remise. Tout laisse entendre que l'Algérie entrera aux BRICS lors du prochain Sommet qui aura lieu en Russie, à Kazan, l'an prochain.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie



ADHÉSION À LA NDB : L'Afrique du Sud et le Bangladesh favorables

La présence à Johannesburg du représentant de l'Algérie, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, aura été l'occasion, pour lui, d'intensifier les relations bilatérales avec bon nombre

de représentants d'autres pays présents à ce rendez-vous favorable à l'ouverture et les échanges économiques.

Dans ce contexte, citons la rencontre mercredi entre Laâziz Faïd, et le ministre des Affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh, Abul Kalam Abdul Momen, durant laquelle les moyens de développement des relations économiques et commerciales bilatérales et les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement (NDB) des Brics, ont été évoqués. Par ailleurs, cette rencontre a également été « l'occasion de passer en revue l'état des relations économiques et commerciales bilatérales et les perspectives de leur renforcement et de leur développement, notamment dans le secteur des finances, des hydrocarbures, pharmaceutique et des matériaux de construction ». À noter que lors de cette rencontre, les deux parties ont souligné « leur volonté de consentir davantage d'efforts pour promouvoir la coopération et établir des partenariats mutuellement bénéfiques ». Les deux ministres ont aussi évoqué « les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement, laquelle a été soutenue par le Bangladesh, membre de la banque ». Concernant la coopération en matière de finances, les entretiens ont porté sur « les opportunités de signature d'accords de non-double imposition, ainsi que la promotion et la protection mutuelle des investissements ».

Jeudi, il fut question pour Laâziz Faïd de s'entretenir avec le ministre Sud-africain des Finances, Enoch Godongwana, notamment sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays. Une rencontre qui a permis aux deux parties de « passer en revue les opportunités de renforcement des échanges commerciaux et de l'investissement en vue de réaliser un développement durable dans la région ». Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à poursuivre les efforts visant à « développer les relations économiques et de les hisser au niveau des relations historiques des liens d'amitié établis de longue date entre les deux pays ». Durant ladite rencontre, Faïd et son homologue ont également évoqué « le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement », l'occasion pour le ministre Sud-africain des Finances d'exprimer « le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à cette banque », affirmant que « tous les efforts possibles seront fournis pour accélérer cette adhésion ». Enfin, au titre des annonces faites lors du Sommet des BRICS, les deux parties ont discuté des questions relatives à la coopération financière et monétaire, notamment « les moyens de développement des opérations commerciales par l'utilisation des monnaies nationales ».

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

L'ALGERIE DEVRA ATTENDRE LE PROCHAIN SOMMET : Cap sur « Kazan 2024 »

L'Algérie, ayant déposé sa demande d'adhésion en compagnie de 24 autres nations, devra désormais miser sur le prochain Sommet des BRICS, qui se tiendra dans la ville russe de Kazan, pour espérer enfin être admise dans ce bloc émergent. Un mal pour un bien, estiment les observateurs et les analystes. Car pour l'État algérien, ce ne sera donc que partie remise, étant donné que le président Tebboune a fait, et

continuera de faire de cette candidature l'une de ses priorités politiques et diplomatiques, quoique l'intégration de la banque des Brics (NBD) a primé.

Certes, pour Abdelmadjid Tebboune, l'entrée dans le groupe se ferait plutôt « par une première phase, celle de membre observateur », mais force est d'admettre que les soutiens respectifs de la Russie et de la Chine, arrachés lors des déplacements du chef de l'État dans ces deux pays, au cours des derniers mois, sont un signe fort que l'espoir demeure pour l'Algérie. Un refus, certes, mais qui n'enlève en rien à la teneur de la portée stratégique des relations bilatérales et de coopération, investissements et partenariat, avec les membres du BRICS et ceux du BRICS+, dans le cadre de la politique algérienne visant à diversifier son économie et ses partenariats. Notamment après les déclarations du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lequel a annoncé qu'« une liste de pays candidats pouvant obtenir le statut de partenaires du groupe sera préparée pour le prochain sommet des BRICS », ainsi que celles du président brésilien Lula, qui a annoncé que le groupe « restait ouvert à de nouveaux candidats ».

Pour sa part, le président Cyril Ramaphosa a annoncé qu'« un accord sur les lignes directrices, les normes, les critères et les procédures du processus d'expansion du groupe, en discussion depuis un certain temps ». Il s'agit d'une « première phase » du processus d'expansion, « et d'autres phases suivront », a-t-il encore souligné, ajoutant que « Nous apprécions l'intérêt des autres pays pour la construction d'un partenariat avec les Brics. Nous avons chargé nos ministres des Affaires étrangères de développer davantage le modèle de pays partenaires du groupe, ainsi qu'une liste de pays partenaires potentiels et un rapport d'ici le prochain sommet », a-t-il déclaré.

Algérie-BRICS, une vision commune

Mettant en relief la convergence des vues de l'Algérie avec les pays de ce groupe en termes de vision stratégique et de principes fondamentaux, le ministre algérien des finances, Laâziz Faïd, représentant officiel du président Tebboune, a indiqué que l'Algérie a « présenté sa candidature pour y adhérer, consciente que le choix de l'alliance et du regroupement est un choix souverain, stratégique et de développement qui peut contribuer à renforcer les cadres de coopération et de partenariat existants avec les autres composantes de la communauté internationale ».

L'Algérie, poursuit-il, « a pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche ».

En sus de son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, l'Algérie, clame M. Faïd, « propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains ».

Pour le ministre des Finances, « notre disposition est d'œuvrer avec les BRICS pour établir un partenariat solide et permanent, conformément à une vision complémentaire qui consolide la coopération Sud-Sud et resserre les liens de fraternité entre les États membres, où le respect est le mot d'ordre régissant nos échanges ».

Enfin, Faïd a déclaré que l'Algérie compte sur « une économie diversifiée et une croissance ascendante, grâce à l'énergie créative de la jeunesse et à l'abondance de ressources ».

naturelles, qui créent toutes des opportunités de coopération fructueuse au sein du groupe ».



Lancement d'une ligne aérienne directe Algérie-Afrique du Sud: Faire de l'Algérie un véritable hub économique dans le continent africain

Dans un monde de plus en plus interconnecté, les liaisons aériennes directes jouent un rôle prépondérant dans le renforcement des relations internationales, la coopération économique et la compréhension culturelle.

L'annonce de lancement d'une ligne aérienne directe entre l'Algérie et l'Afrique du Sud ouvre une nouvelle ère de possibilités stratégiques et économiques pour ces deux nations distinctes, mais unies par l'ambition de renforcer leurs liens bilatéraux. Le ministre des Finances Laaziz Faïd a indiqué, lundi dernier à partir de Johannesburg, que «cette ligne n'est pas seulement un moyen de transport entre deux pays, mais un symbole fort à même d'élargir les champs d'entente entre deux pays frères». Rappelant la profondeur des relations historiques établies entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, le ministre a estimé que cette ligne «se veut un prolongement des bonnes relations de fraternité les deux pays et revêt une dimension stratégique en ce qu'elle reliera le nord de l'Afrique à son extrême sud».

El Houari Tigharsi : «L'Algérie s'engage dans une nouvelle ère passionnante dans le domaine du transport aérien»



«Il est tout à fait probable que le lancement d'une ligne aérienne directe entre l'Algérie et l'Afrique du Sud aura un impact significatif sur les relations stratégiques et économiques entre les deux pays», nous a déclaré El Houari Tigharsi, expert en économie lors d'un appel téléphonique.

L'expert et membre de la commission des finances e l'APN nous a indiqué que «les liaisons aériennes directes offrent généralement des avantages considérables en termes de connectivité et de facilitation des échanges, ce qui peut renforcer les liens entre les nations concernées».

Pour Tigharsi, «une liaison aérienne directe faciliterait le déplacement des hommes d'affaires, des investisseurs et des touristes entre les deux pays. Cela favoriserait les rencontres de personnes, les négociations commerciales et les collaborations économiques, ce qui pourrait conduire à une augmentation des échanges commerciaux bilatéraux».

Et d'ajouter dans la même optique que «l'Algérie s'engage dans une nouvelle ère passionnante dans le domaine du transport aérien avec des aspirations économiques et régionales qui s'étendent bien au-delà des horizons immédiats». «De plus le récent lancement d'une nouvelle ligne aérienne n'est que le point de départ d'une série d'initiatives ambitieuses visant à dynamiser l'économie du pays tout en renforçant les liens avec ses voisins africains», a souligné Tigharsi.

Aussi, l'analyste économique a indiqué que «le gouvernement algérien ne se contente pas de mettre en place de nouvelles liaisons aériennes, il vise à faire de l'Algérie une zone de transit spéciale. Cette vision inclut la région de Tamanrasset, envisagée comme un carrefour stratégique pour faciliter les échanges entre l'Algérie et d'autres pays, en particulier l'Afrique du Sud.

Cette perspective prometteuse devrait favoriser le développement des relations économiques et commerciales entre les deux nations». «Le transport aérien est un catalyseur clé pour encourager les interactions commerciales et touristiques», a souligné l'expert.

Développement du secteur touristique

Sur le plan touristique, selon El Houari Tighrasi, «l'Algérie espère tirer profit de cette initiative pour accroître la mobilité des voyageurs tant au sein du pays qu'entre l'Algérie et l'Afrique du Sud. Le potentiel touristique de la région pourrait ainsi être pleinement exploité, renforçant les économies des deux pays». «Une liaison aérienne directe pourrait stimuler le tourisme entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, en permettant aux voyageurs de découvrir les attractions culturelles, historiques et naturelles de chaque pays. Cela pourrait avoir un impact positif sur les industries du tourisme et de l'hospitalité», a indiqué à *Maghreb Info* l'expert en économie.

En termes de commerce, «cette nouvelle liaison aérienne stimulera les échanges bilatéraux entre l'Algérie et l'Afrique du Sud», nous a aussi indiqué notre introducteur en soulignant que «cette initiative devrait également permettre d'explorer les capacités de

production et les matières premières disponibles des deux parties, ouvrant ainsi la voie à des partenariats économiques fructueux».

«Le commerce intra-Algérie-Afrique du Sud est une étape cruciale pour diversifier les échanges commerciaux et réduire la dépendance vis-à-vis des pays européens et asiatiques. Cependant, ce projet va bien au-delà du commerce et du tourisme. Les investissements jouent un rôle essentiel dans la création d'une économie dynamique et diversifiée. En exploitant les compétences et les ressources nationales, l'Algérie espère attirer des investissements étrangers en provenance d'Afrique du Sud», a-t-il ajouté. Pour notre expert, «grâce à l'utilisation des technologies de pointe développées en Afrique du Sud, ces investissements pourraient être réinvestis dans le pays, favorisant une croissance économique durable».

Le modèle d'intégration économique régionale suscite également un grand enthousiasme

En somme, selon notre interlocuteur, «l'Algérie, tout en aspirant à renforcer ses liens avec l'Afrique du Sud, envisage également des démarches similaires avec des pays tels que le Sénégal, l'Egypte, le Nigeria et l'Ethiopie. La collaboration interafricaine est vue comme une opportunité majeure pour réduire les coûts d'importation et stimuler les échanges commerciaux au sein du continent, diminuant ainsi la dépendance vis-à-vis des partenaires commerciaux européens et asiatiques».

Pour conclure, l'expert a souligné que «l'Algérie affiche une vision ambitieuse dans le domaine du transport aérien avec des dimensions économiques et régionales profondes. Le développement de nouvelles liaisons aériennes et la promotion de relations économiques solides avec l'Afrique du Sud sont au cœur de cette initiative. Cette approche holistique, axée sur le commerce, le tourisme et les investissements, ouvre la voie à un avenir économique prometteur pour l'Algérie et ses partenaires africains».

Abdelkader Slimani : «Cette nouvelle ligne renforcera la position économique de l'Algérie aux niveaux régional et international»



Pour sa part, l'économiste Abdelkader Slimani a affirmé à *Maghreb Info* que «l'Algérie entend porter le nombre de ses exportations hors hydrocarbures à plus de 13 milliards de dollars, sachant que les inter-échanges entre l'Algérie et l'Afrique sont très faibles, de l'ordre de 5% environ».

«L'Algérie s'est lancée dans une ambitieuse quête de diversification économique en visant à augmenter ses exportations non pétrolières à plus de 13 milliards de dollars. Une initiative qui pourrait marquer un tournant décisif dans l'économie du pays, d'autant plus que les échanges commerciaux entre l'Algérie et le reste de l'Afrique demeurent sous-exploités, ne représentant que près de 5% des transactions totales», a-t-il souligné.

Et d'ajouter que «pour atteindre cet objectif, l'Algérie mise sur le renforcement de ses liaisons aériennes avec le continent africain, ce qui pourrait non seulement stimuler les investissements, mais aussi renforcer sa position économique aux niveaux régional et international». Pour notre interlocuteur «l'ouverture de nouvelles lignes aériennes telles que celles avec le Niger et la Mauritanie s'inscrit dans une stratégie plus large visant à faire de l'Algérie un véritable hub économique et commercial. Les investisseurs étrangers manifestant un intérêt croissant pour le marché africain, l'Algérie pourrait jouer un rôle de plateforme de transit et de passerelle vers le reste du continent. Cette initiative n'est pas seulement un pari sur l'expansion économique, mais aussi sur l'intégration régionale et l'élargissement des horizons pour les entreprises algériennes».

Le potentiel de cette démarche s'étend bien au-delà de l'aspect économique

Par ailleurs, notre expert a aussi affirmé qu'«en envisageant la transformation des aéroports de Tamanrasset, El Oued et Tindouf en centres de transit, l'Algérie s'ouvrira à des flux commerciaux et logistiques accrus. Ce développement aérien pourrait fortifier les frontières du pays et favoriser son adhésion au groupe des BRICS, tout en renforçant sa base économique centrée sur le transport et la logistique». Cependant, il est important de souligner que «la réussite de cette entreprise repose sur plusieurs piliers essentiels. La stabilité politique demeure un facteur primordial garantissant un environnement favorable aux affaires et aux investissements. De plus, la simplification des procédures administratives et douanières sera cruciale pour faciliter les échanges commerciaux et encourager les flux d'investissements», a-t-il souligné.

Aussi, selon Slimani, «les infrastructures aéroportuaires, un maillon crucial de la chaîne, doivent être modernisées et améliorées pour répondre aux besoins croissants du transport aérien et de la logistique. La qualité des services offerts aux voyageurs et aux entreprises jouera un rôle majeur dans l'attractivité de l'Algérie en tant que plateforme de transit». «L'ouverture d'une ligne aérienne directe entre l'Algérie et l'Afrique du Sud, par exemple, pourrait ouvrir de nouvelles perspectives stratégiques et économiques entre les deux nations. Ces échanges renforcés contribueraient à renforcer les liens bilatéraux et à élargir les horizons commerciaux des deux pays», a-t-il estimé.

En somme, l'Algérie se trouve à un moment décisif de son histoire économique, cherchant à diversifier ses sources de revenus et à s'ouvrir davantage au marché africain. Les efforts en cours pour renforcer les liaisons aériennes avec d'autres pays du continent sont prometteurs, mais le succès de cette entreprise repose sur des fondations solides : stabilité politique, facilitation administrative, qualité des infrastructures. Si ces éléments convergent harmonieusement, l'Algérie pourrait réellement devenir un acteur majeur dans le commerce et les investissements en Afrique, bénéficiant mutuellement de la dynamique économique du continent.

El Watan-dz
.com

Non admission de l'Algérie : Un momentum pour mieux se préparer



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, s'est entretenu avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff - Photo : D. R.

Faisant partie de la vingtaine de pays ayant introduit une demande d'admission au groupe des Brics, la candidature de l'Algérie n'a finalement pas été retenue lors de cette 15e session du sommet des cinq pays émergents.

Certains renvoient ce refus à une économie encore peu diversifiée et au manque d'ouverture sur l'économie mondiale, alors que d'autres le justifient par une précipitation à vouloir intégrer un bloc au détriment de la doctrine sacrée du non-alignement. Même si toutes ces raisons et bien d'autres peuvent être invoquées, ce qui semble avoir prévalu dans le choix des nouveaux membres des Brics, n'est pas seulement un simple calcul économique, comme on tend à le croire.

L'objectif est de contrer la domination des pays du G7 sur le commerce international. Il y a également des calculs géopolitiques. L'Indonésie, le Nigeria et d'autres pays auraient aussi mérité chichement leur place si l'on s'appuyait sur le seul critère économique.

Ce qu'il ne faut pas écarter, c'est que les cinq composant les Brics, même agissant en groupe, essayent chacun de leur côté de défendre leurs intérêts les plus urgents et d'agrandir leur influence dans leur espace géopolitique immédiat. Doit-on nous réjouir ou bien nous attrister du «report» de l'adhésion de l'Algérie aux BRics ? Ni l'un ni l'autre. Le moment n'est pas à l'expression d'un sentiment quelconque, mais à se poser la question de savoir si nous étions prêts à intégrer ce groupe d'un point de vue politique et économique ?

Une certitude aujourd'hui, la non-admission actuelle de l'Algérie lui donne la possibilité d'avoir le temps de mieux examiner son rôle dans ce nouveau monde en gestation. L'heure est à méditer et agir pour s'assurer de la bonne foi des alliés de l'Algérie d'une part et de se retrousser les manches pour asseoir une économie forte et prospère. Celle-ci devant se traduire par un meilleur cadre de vie pour les citoyens d'abord et par des investissements pérennes et porteurs de richesses.

«Soutien à la candidature de l'Algérie à la NDB»

Dans leur déclaration finale, les dirigeants des Brics ont assuré que d'autres membres viendront, à l'avenir, agrandir leur famille. Réagissant à l'annonce des candidats retenus, le ministre algérien des Finances, Laaziz Faïd, présent à Johannesburg, a souligné que l'Algérie «a pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du Brics, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche». Et tout en réaffirmant, à juste titre d'ailleurs, que l'Algérie a été parmi les premiers pays à appeler à un nouvel ordre mondial plus juste, Faïd a souligné dans son allocution que le pays, «avec son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains».

A rappeler que le choix de l'envoi du ministre des Finances au forum de Johannesburg traduit la volonté ferme de l'Algérie de rejoindre d'abord la Banque de développement des Brics (NDB).

Une adhésion qui, elle, n'implique pas des choix politiques contrairement à l'admission pure et simple au groupe des Brics. A l'issue d'un entretien avec la présidente de la NDB, Dilma Rousseff, le ministre des Finances a abordé bien entendu le dossier de candidature de l'Algérie et son interlocutrice lui a exprimé «sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion lors de la prochaine session du Conseil des gouverneurs de la banque, prévu pour le mois de septembre prochain», rapporte un communiqué du ministère. Dilma Rousseff a assuré aussi que «tous les pays membres au Conseil des gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie».

Intentions d'investissements en Algérie : 51% des projets recensés dans le Nord

La reprise de l'investissement en Algérie se confirme de plus en plus ces deux dernières années –

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a expliqué, début juillet dernier, les nouvelles dispositions qui caractérisent le nouveau texte de lois en préparation sur le foncier économique.

Que de chiffres sur les projets d'investissement enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Toujours de plus en plus importants en théorie. Si en effet le nombre des projets d'investissement enregistrés par cette agence s'élève, déjà entre le 1er novembre 2022 et le 25 mai 2023, à 2318 pour une valeur de plus de 7 mds USD, comme annoncé alors par son directeur général, Omar Rekkache, il a connu un mouvement haussier en l'espace de quelques mois seulement pour atteindre actuellement, selon la même source, les 3120 projets, d'une valeur dépassant les 1731 milliards de dinars. Mais il ne s'agit là bien entendu que d'intentions d'investissements recensés par ladite agence et non d'investissement concrets.

Le DG de cette agence a invoqué, la semaine dernière, le motif de l'indisponibilité du foncier économique du fait que la loi en référence n'est pas encore prête. Soit. Mais qu'en est-il au juste à propos de l'investissement, de la nature de ces projets, de leur montant et des secteurs concernés. Selon le bilan qui a été établi par l'organisme en question, quelque 10 000 projets devraient être enregistrés d'ici début 2024 à la faveur de la loi relative au foncier économique. Le bilan fait état de 3054 projets (97,8%) d'investisseurs locaux, pour une valeur de 896 milliards de dinars, qui devraient créer plus de 70 000 emplois.

Parmi ces projets locaux, il y a 17 investissements dans des « mégaprojets », selon le même bilan. Au menu également, quelque 66 autres investissements impliquant des étrangers, soit 2,12% du total. Leur répartition par secteur d'activité se présente comme suit : 51% dans l'industrie, 14% dans BTPH, 14% le transport, 6% dans le secteur agricole et celui des services, 3% dans le tourisme et dans la santé. Ces projets en question se situent à hauteur de 51% dans le Nord, pour près de 30% sur les Hauts-Plateaux et dans le Sud (19%).

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a expliqué début juillet dernier, faut-il le rappeler, les nouvelles dispositions qui caractérisent le nouveau texte de lois en préparation sur le foncier économique. Il a alors souligné que ce texte s'inscrivait dans une optique de « complémentarité avec la loi sur l'investissement en accordant à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), via son guichet unique, le droit exclusif d'octroyer le foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement ».

Le projet de loi, qui abroge les dispositions de l'ordonnance de 2008 fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de l'Etat, destinés à la réalisation des projets d'investissement, consacre l'engagement de l'Etat à aménager préalablement le foncier économique relevant du domaine privé avant de l'octroyer aux investisseurs par le biais d'agences publiques spécialisées dans le domaine du foncier industriel, touristique et urbain, a précisé Faïd. Dans ce cadre, l'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement sera du ressort exclusif de l'AAPI via son guichet unique.

SOUHIL MEDDAH, EXPERT EN FINANCES

«La réforme financière doit être globale»

L'EXPERT EN FINANCES SOUHIL MEDDAH ABORDE l'importante démarche des pouvoirs publics de vouloir procéder à la réforme du marché financier national, expliquant les raisons et surtout l'utilité d'une telle démarche.

La réforme en question, rappelle-t-on, a fait objet, récemment d'une réunion de travail présidée par le ministre des Finances consacrée à l'examen de l'état de mise en œuvre du programme en question. Sur les raisons et les enjeux de ce chantier d'envergure, l'expert en finances Souhil Meddah se veut explicite en soutenant qu'en termes d'analyse, les pouvoirs publics cherchent à revenir vers les conditions de fonctionnement du marché financier d'avant-2003, dans la mesure, dit-il, où il est impératif de revenir vers la dynamique connue entre 1998 et le début des années 2000. Celle-ci, note le spécialiste, a malheureusement été heurtée à une politique d'assistant à l'investissement abusée à compter de 2003-2004, par l'incorporation des mesures des taux bonifiés et des dotations compensatrices supplémentaires pour aider les investissements en cours de développement. Meddah considère à ce sujet qu'il faut mettre en avant les critiques objectives par rapport aux dispositifs d'aide à l'investissement, dans leur phase de création et de développement, qui à l'époque ne tenaient pas compte de la nature incitative de l'investissement dans la nomenclature des conditions d'éligibilité pour l'octroi d'aides.

À ce titre, il souligne qu'avant de miser sur la réforme du marché financier qui dans son rôle gère un espace très restreint dédié aux marchés des titres de participation et des capitaux ou celui de la dette et des placements, il est souhaitable de considérer également trois autres axes qui sont tout aussi importants.

Pour l'expert, la réforme doit être globale et consolidée et doit toucher aussi l'ensemble de l'écosystème qui entoure le marché financier (boursier), dans le sens où la demande doit émaner structurellement de façon complémentaire ou associée à d'autres formations financières, sans engager trop d'efforts de sensibilisation et de vulgarisation.

«Comme pour accélérer les modalités d'authentification des méthodes adoptées pour la titrisation islamique sukuk et aussi imposer aux différentes sociétés financières de leasing ou autres de financer une partie de leurs fonds de roulement via le marché obligataire, avec

notamment une reconfiguration de certains titres dérivés de garantie en contrepartie de valeurs moindres liquides en emprunt», explique-t-il en ajoutant que le marché financier est considéré comme un espace qui facilite l'intermédiation entre les demandeurs de financement et les offreurs de financement, qui ne doit pas endosser le rôle exclusif d'outil de création de richesses. «À ce titre, le marché doit autoriser et compter sur la spécialisation de certains intermédiaires professionnels pour la gestion de fonds en OPCVM, pour le compte des compagnies d'assurance et des fonds de pension entre groupes d'individus pour leur garantir des placements temporaires ou latents contre des plus-values dégagées en richesse, que ce soit sur le marché primaire ou sur l'espace secondaire de retransmission des titres» poursuit-il.

Par ailleurs, souligne l'expert en finances, il faut aussi prévoir le rabaissment de la quote-part planchée pour les IPO qui dépassent un certain seuil pour le capital flottant (par exemple un capital qui dépasse les 70 milliards de dinars en valeur nominale).

«Et enfin, l'intervention administrative doit être limitée sur le marché financier, surtout vis-à-vis des décisions de cession, de reprise, d'OPV et surtout d'OPA. Cependant, il est important de veiller sur le respect des règles vis-à-vis des professionnels du marché (IOB, promoteurs en Bourse, évaluateurs) et de veiller aussi sur le respect des canaux de communication qui doivent être autorisés de façon hiérarchique par l'autorité de régulation (Cosob) aux seuls professionnels du marché financier et d'exclure toutes les autres parties qui s'improvisent dans un cadre individuel non réglementé», ajoute-t-il. À la question de savoir quelles sont les actions permettant de redynamiser le marché financier national et que faut-il tenir en compte à ce sujet, il soutient que la redynamisation ne peut se concrétiser qu'à travers une cadence d'introduction de plus de valeurs en Bourse très poussée, qu'elles soient des valeurs en participation ou en placement. «Hormis le système des OAT, dit-il, l'Etat peut aussi intervenir régulièrement en engageant des levées de fonds périodiques par voie d'emprunt obligataire sur le marché primaire obligataire de la dette, tout en ouvrant les voies de sortie ou de négociation sur l'espace secondaire, ce qui implique des valeurs transigées plus importantes et une cadence monétaire cumulée très élevée.»

Sur la situation actuelle du marché financier national, Souhil Meddah indique que les niveaux qui transigent sur la place d'Alger sont légèrement moins attractifs sur le marché secondaire, sachant que les opérations lancées

sur le marché primaire ont toujours donné satisfaction, très appréciable par rapport aux objectifs souhaités.

«Par ailleurs, il existe aussi un marché secondaire dans lequel une seule société est logée depuis 2018», fait-il savoir. «Pour rappel, le niveau d'épargne détenue par l'ensemble des agents économiques (opérateurs et individus ou ménages) ne peut pas répondre aisément à toutes les demandes de financement. Il serait donc très important que les futures IPO se concentrent uniquement dans les capitaux de taille moyenne de 100 MDA à 1.000 MDA, ce qui peut garantir facilement un apport rapide pour les demandeurs de financement couplé d'une cadence très importante d'introduction en Bourse pour le compte à la fois des marchés primaire et secondaire», analyse l'expert.

Pour ce qui est du rôle du marché financier dans l'économie, il affirme que

celui-ci joue un rôle de compensation complémentaire, permettant à la fois de faciliter pour la collecte, la mobilisation et la circulation des capitaux entre les demandeurs de et les offreurs de financement. «Dans ce sens, son rôle est double, se résumant en un cursus de capitalisation, financement, constitution, maximisation des ressources, jusqu'au partage des bénéfices, dividendes et aussi sur les plus-values des actions très bénéficiaires et dynamiques», souligne-t-il. «D'abord, il permet de faciliter la constitution de capitaux pour les sociétés introduites par APE, avec partage des risques et tout en leur favorisant l'assiette capitalisée qui leur permet de garantir un autre financement complémentaire en dette financière ou même de la dette obligatoire ou autres. Et d'autre part, il permet aux offreurs de financement de disposer de plus de revenus défiscalisés sur les dividendes et aussi d'une plus-value sur valeur titre qui permet à chaque offreur de financement de disposer de la possibilité d'échanger cette valeur contre une valeur liquide sur le marché secondaire également défiscalisée», poursuit le spécialiste. À ses yeux, le marché financier lui-même devient un marché d'échange et de création de plus-values avec aucun impôt à payer en toute légalité, au même titre que les espaces informels qui ne sont pas du tout dans la légalité.

■ A. Hamiche



BRICS

"Plus le bloc est grand, plus ses membres sont puissants"

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, que l'Algérie avait été parmi les premiers pays à plaider pour un nouvel ordre économique mondial plus juste.



À l'entame de son allocution, à Johannesburg (Afrique du Sud), où il a représenté le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au forum "BRICS Outreach Plus", organisé dans le cadre du 15^e Sommet des "BRICS", Faïd a transmis les salutations "fraternelles" du président Tebboune, aux participants à cet événement, notamment les dirigeants du BRICS (Russie, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud), "en tête desquels son frère, le président sud-africain, Matamela Cyril Ramaphosa, pour son aimable invitation à prendre part à ce forum où se discutent les principaux enjeux mondiaux et se profile un avenir prometteur pour la coopération et la solidarité internationales".

"L'histoire témoigne que l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial plus juste", a souligné le ministre, rappelant que l'Algérie "a affirmé, lors de la 4^e assemblée du Mouvement des Non-Alignés (MNA) en Algérie en septembre 1973, que tous les moyens de contrôle de l'économie mondiale étaient sous l'emprise d'une minorité de pays avancés, appelant ainsi à un ordre mondial basé sur les principes de justice et d'équité".

"Nous estimons que la vision des BRICS n'est que le prolongement de la vision défendue par l'Algérie depuis des décennies", a-t-il dit. Pour le ministre, "les mutations effrénées que connaît le monde aujourd'hui ont fait surgir un ensemble complexe de défis auxquels il est nécessaire de faire face, et d'opportunités qu'il importe d'exploiter de manière optimale".

Concernant les défis, Faïd a indiqué que "la mondialisation heureuse telle qu'elle a été qualifiée, est en déclin aujourd'hui. De même que les cadres des partenariats multilatéraux sont compromis par l'égoïsme, la remise en question et le repli sur soi". Il est désormais clair que les comportements unilatéraux et les dictats sont imposés aux pays en développement, se substituant aux valeurs essentielles de la coopération, du partenariat et de la solidarité", a-t-il martelé. Face à ces tiraillements, poursuit

Faïd, "le thème retenu pour cette réunion par l'Afrique du Sud nous interpelle tous pour rappeler l'impérieuse nécessité de réorganiser l'ordre mondial d'un point de vue de durabilité et d'inclusion en se focalisant sur les principes de justice, d'équité et de la multipolarité cohérente". Dans ce contexte, Faïd a souligné que "l'Algérie partage ces principes fondamentaux avec le groupe BRICS, qui se positionne aujourd'hui comme un moteur de changement positif dans le monde. Le partenariat proposé par les pays du groupe offre une alternative viable aux tensions et aux divisions qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, ainsi qu'une opportunité de construire un ordre mondial juste et multipolaire basé sur le respect mutuel".

Il a également expliqué que "l'Algérie, du fait de la convergence de ses vues avec les pays de ce groupe en termes de vision stratégique et de principes fondamentaux, a présenté sa candidature pour y adhérer, consciente que le choix de l'alliance et du regroupement est un choix souverain, stratégique et de développement qui peut contribuer à renforcer les cadres de coopération et de partenariat existants avec les autres composantes de la communauté internationale".

Il a ajouté que l'Algérie "a pris acte de la décision annoncée par les dirigeants du BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche".

"Nous avons l'intime conviction que l'Algérie, avec son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains. Son économie est diversifiée et en croissance grâce à une jeunesse créative et à des ressources naturelles abondantes. Autant de facteurs susceptibles de créer des opportunités de coopération fructueuse au sein du groupe", a affirmé le ministre.

"En plus de ces atouts, l'attachement de l'Algérie à privilégier les solutions pacifiques des conflits, ainsi que sa conviction de l'impératif de faire prévaloir le principe du dialogue dans le règlement des crises, le respect du droit international et le soutien en faveur des causes justes,

reflètent son engagement à instaurer la paix, la stabilité et la justice à l'échelle mondiale, en sus de renforcer la représentation de l'Afrique dans les discussions mondiales", a souligné le ministre.

Enfin, le ministre a, à nouveau, affirmé "notre disposition à œuvrer avec les BRICS pour établir un partenariat solide et permanent, conformément à une vision complémentaire qui consolide la coopération Sud-Sud et resserre les liens de fraternité entre les États membres, où le respect est le mot d'ordre régissant nos échanges".

FAÏD S'ENTRETIENT À JOHANNESBURG AVEC LA PRÉSIDENTE DE LA NBD
Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff.

La rencontre s'est déroulée en marge des travaux du Sommet des BRICS tenu à Johannesburg du 21 au 24 août en cours, a indiqué un communiqué du ministère.

Les deux parties ont débattu lors de cette rencontre "le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, une banque internationale qui a pour objet de soutenir les projets de développement dans les pays émergents", selon la même source.

Lors de cette rencontre, "la présidente de la NBD a exprimé sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion lors de la prochaine session du Conseil des Gouverneurs de la banque, prévu pour le mois de septembre prochain".

Par la même occasion, les mesures pratiques relatives au processus d'adhésion ont été discutées, la présidente de la banque ayant affirmé que "tous les pays membres au Conseil des Gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie", selon la même source.

Ainsi, Laaziz Faïd, s'est entretenu, jeudi à Johannesburg (Afrique du Sud), avec le ministre sud-africain des Finances, Enoch Godongwana, sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre a porté sur les moyens de renforcer la coopération économique entre les deux

pays, et permis de passer en revue les opportunités de renforcement des échanges commerciaux et de l'investissement en vue de réaliser un développement durable dans la région.

Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à poursuivre les efforts visant à "développer les relations économiques et de les hisser au niveau des relations historiques et des liens d'amitié établis de longue date entre les deux pays", a ajouté la même source.

Les deux parties ont également évoqué "le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement", le ministre sud-africain des Finances ayant exprimé le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à cette banque, affirmant que "tous les efforts possibles seront fournis pour accélérer cette adhésion".

Les discussions ont porté en outre sur les questions soulevées lors du 15^e Sommet des BRICS, notamment celles relatives à la coopération financière et monétaire, a affirmé la même source, relevant que cette rencontre a permis d'examiner "les moyens de développement des opérations commerciales par l'utilisation des monnaies nationales".

Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif. Le choix des nouveaux membres africains des BRICS a été fait en fonction de leur importance dans les différentes zones géographiques, considère auprès de Sputnik Afrique Lubinda Haabazoka, expert zambien. L'élargissement du groupe, acté récemment, profitera à tout le continent africain. Pour lui, "fondamentalement" c'est un "projet africain".

L'élargissement des BRICS, avec maintenant trois pays africains, aura des conséquences bénéfiques pour le continent, analyse auprès de Sputnik Afrique Lubinda Haabazoka, directeur de l'École supérieure de commerce de l'Université de Zambie.

"Plus le bloc est grand, plus ses membres sont puissants en termes d'économies, et mieux c'est", argumente-t-il, alors que l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Éthiopie ont été invités à rejoindre les rangs des BRICS le 24 août.

Ainsi, l'Afrique du Sud, qui est dans le groupe depuis 2010, l'Égypte et l'Éthiopie représentent maintenant le continent africain au sein du groupe.

Le choix des nouveaux membres a été fait en fonction de leur importance dans les différentes zones géographiques, selon l'expert. "Si vous regardez l'Éthiopie, par exemple, c'est ici que se trouve le siège de l'Union africaine", détaille-t-il. Ensuite, "nous avons désormais l'Égypte pour rassembler les pays arabes africains". Quant à l'Afrique du Sud, sa participation "peut profiter principalement aux pays d'Afrique australe et anglo-

phone". Selon lui, "l'Afrique sera un bienfaiteur majeur" de l'élargissement des BRICS. De plus, avec 3 membres du continent, "les Africains vont considérer cela comme leur propre organisation". "Les BRICS sont fondamentalement un projet africain. Nous espérons donc toucher le financement de la Nouvelle Banque de développement, toucher les ressources de la Chine, par exemple en termes de développement des infrastructures, de l'Inde, en termes de commerce, de produits pharmaceutiques, de Russie en termes de ressources minérales, engrais et autres équipements, militaires, agricoles", développe Lubinda Haabazoka. Quant au volet commercial, l'expert prône le lancement d'un instrument de paiement national basé sur les monnaies nationales africaines, attendu par "le monde entier".

"Nous allons maintenant voir que les économies émergentes vont désormais dominer et apprendre à faire des affaires les unes avec les autres", espère-t-il.

LA PRINCIPALE DIFFÉRENCE ENTRE LES BRICS ET L'OTAN

Les BRICS se distinguent de l'Otan par des principes de respect mutuel et des avantages pour tous les participants, a déclaré la rédactrice en chef de Rossiya Segodnya. D'après elle, le groupe fonctionne sur des liens horizontaux, et non pas verticaux, comme c'est le cas des organisations occidentales.

Les BRICS, contrairement à l'Union européenne et à l'Otan, sont construits sur les principes du respect mutuel et de l'égalité des avantages, a expliqué Margarita Simonian, rédactrice en chef de Rossiya Segodnya, dont Sputnik fait partie, sur la chaîne russe NTV.

Selon elle, le groupe concerné travaille sur des liens horizontaux, et il est plus difficile de les maintenir.

"Personne n'est le patron au sein des BRICS. Nous essayons de construire un ordre mondial différent basé sur d'autres liens, horizontaux. Les liens horizontaux sont plus difficiles à maintenir", a expliqué Mme Simonian. A contrario, l'ordre mondial occidental est organisé autour d'une relation verticale.

"C'est toujours un lien entre le subordonné et le commandant. C'est toujours la carotte et le bâton. Ils ne comprennent tout simplement pas... quand les connexions peuvent être horizontales", a-t-elle noté en soulignant que les BRICS fonctionnent à un niveau élevé "d'organisation de l'esprit".

Le groupe des BRICS réunissant actuellement le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, a admis six nouveaux membres lors de son XV^e sommet tenu du 22 au 24 août à Johannesburg en Afrique du Sud. L'Argentine, l'Iran, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis rejoindront le groupe à partir de 2024.

Hamza B.

La leçon pour l'Algérie du dernier sommet des BRICS, les 22/24 août 2023, en Afrique du Sud

*Abderrahmane MEBTOUL,
Professeur des universités,
docteur d'Etat 1974 - Expert
international - Expert-
comptable de l'Institut
supérieur de gestion de Lille
France -*

Désormais après la réunion du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud, les BRICS sont au nombre de onze(11) à savoir les cinq fondateurs, la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud et les six pays nouveaux membres qui sont, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Egypte, l'Iran, les Emirats arabes unis et l'Ethiopie, le communiqué final ne mentionnant aucun observateur. Quelle leçon tirer pour l'Algérie objet de cette présente contribution

1.-L'élargissement des BRICS : entre dosage politique et économique

1.1- Cet élargissement est un dosage politique et économique pour ne pas perturber l'équilibre entre les pays à économie de marché et les pays à économie administrée avec des alliances stratégiques différentes, où selon les représentants de l'Inde et de l'Afrique du Sud étant pas question de s'opposer à l'Occident ayant opté pour un ordre mondial plus juste et le non alignement. Car si l'on s'en tenait qu'aux critères économiques, le produit intérieur brut PIB, des pays comme le Mexique, pour 2022, 1414 milliards de dollars de PIB, l'Indonésie 1319 milliards de dollars, la Turquie 940 milliards de dollars, la Thaïlande 495 milliards de dollars, le Nigeria 477 milliards de dollars, le Bangladesh 460 milliards de dollars, la Malaisie 406 milliards de dollars, auraient été retenus, sous réserve qu'ils auraient postulé comme candidat membre. Ainsi l'Asie est représentée par deux poids lourds, la Chine et l'Inde ; l'Amérique Latine par le



Brésil et l'Argentine ; le Moyen Orient par l'Arabie saoudite, l'Iran et les Emirats certainement pour des raisons financières afin d'alimenter la banque de développement des BRICS ; l'Afrique par l'Afrique du Sud, l'Egypte et l'Ethiopie et l'Europe par la Russie. Le problème qui se pose est que dans les statuts de l'organisation, un seul pays membre peut bloquer toute nouvelle adhésion, le vote se faisant à l'unanimité et non à la majorité. Qu'en sera-t-il donc lors de la prochaine réunion et cette règle sera-t-elle maintenue ? Pour le PIB des BRICS, constitués de cinq Etats, nous avons respectivement : la Chine 17.963, l'Inde 3.385 - la Russie 2.240, milliards de dollars -le Brésil 1.920 milliards de dollars et l'Afrique du Sud 406 milliards de dollars, soit au total nous aurons 25.914 milliards de dollars pour 2022 soit près de 26% du PIB mondial pour une population approchant 3,2 milliards d'habitants. La Chine représentant en 2022 69,32% du BRICS et près de 18% du PIB mondial. Pour les pays retenus comme nouveaux membres, nous avons par ordre décroissant : l'Arabie Saoudite 1108 milliards de dollars ; Argentine 632 milliards de dollars, -Le Emirats 508 milliards de dollars, Egypte 404 milliards de dollars, Iran 388 milliards de dollars -Ethiopie 127 milliards de dollars. Pour les fondateurs des cinq pays des BRICS nous aurons 25.914 milliards de dollars pour 2022 soit près de 26% du PIB mondial pour une population approchant 3,2 milliards d'habitants. La Chine représentant en 2022 69,32% du BRICS et près de 18% du PIB mondial. Les nouveaux membres des BRICS représentent un PIB d'environ de 3167 milliards de dollars ce qui donne un total pour les 11 pays de 29.000 milliards de dollars soit 29% du PIB mondial pour 2022, pour une population approchant les 45% de la population mondiale.

1.2.-Cependant, il reste un

long chemin à parcourir pour que les pays du BRICS, excepté la Chine, atteignent le niveau de développement du G7 qui totalise un PIB de 43.706 milliards de dollars sur un PIB mondial de 103.000 milliards de dollars en 2022, soit près de 44% du PIB mondial pour moins d'un milliard d'habitants. Nous avons : l'Allemagne, 4.072 milliards de dollars, le Canada, 2.139, les Etats-Unis d'Amérique, 25.462, la France, 2.782, le Royaume-Uni, 3.070, l'Italie, 2.010 et le Japon 4.131 milliards de dollars. Pour le PIB par tête d'habitant, concernant le G7 et selon les données de 2022 de la Banque mondiale, nous avons l'Allemagne, 63.150 dollars, le Canada, 58.400, les Etats-Unis d'Amérique, 76.399, la France, 55.493, le Royaume-Uni, 54.603, l'Italie, 51.865 et le Japon, 45.573 dollars par habitant. Pour les cinq pays des BRICS, nous avons : Brésil, 246 millions d'habitants et un PIB par tête de 16.594 dollars ; Russie, une population de 146 millions et un PIB par tête d'habitant de 11.387 dollars ; Chine, pour une population d'un milliard 400 millions et un PIB par tête d'habitant de 9.605 dollars ; Afrique du Sud, pour une population de 66 millions et un PIB par tête d'habitant de 6.377 dollars ; Inde, pour une population de 1,38 milliard d'habitants en 2021 mais a dépassé la Chine en 2023 avec 1.4286 milliard d'habitants et un PIB par tête d'habitant de 2.036 dollars. -Pour les six nouveaux membres nous avons : Le Emirats pour une population 10 millions et un PIB par tête d'habitant de 43537 dollars - l'Arabie Saoudite pour une population de 35 millions et un PIB par tête d'habitant de 23566 -Argentine pour une population 45 millions et un PIB par tête d'habitant de 11627 dollars. Iran pour une population 84 millions et un PIB par tête d'habitant de 5491 dollars -Egypte pour une population 102 millions et un PIB par tête d'habitant de 2573 dollars-

Ethiopie pour une population 115 millions et un PIB par tête d'habitant de 853 dollars. Actuellement les BRICS sont un Club non structuré en secrétariat général, et commissions comme le G7, avec des structures politiques et économiques différentes. Mais le poids économique croissant des BRICS devrait modifier l'actuelle architecture des relations internationales s'orientant vers un monde multipolaire afin de favoriser un co-développement mondial et lutter contre les inégalités et la pauvreté. L'action des BRICS a permis de soulever des problèmes jusque-là ignorés par les pays développés comme le déséquilibre de l'économie mondiale et qu'il ne peut y avoir de développement global sans le développement et la prospérité de la majorité des pays en voie de développement et qu'il s'agit de respecter le choix du système politique et économique de chaque nation, tenant compte de son histoire et de son anthropologie.

2.- les leçons à titrer pour l'Algérie : accélérer les réformes

2.1-L'Algérie en termes d'indicateur économiques, PIB, PIB par tête d'habitant, réserves de change, non retenue pour d'autres considérations, était mieux située que l'Egypte et l'Ethiopie devant tirer les leçons pour l'avenir car la puissance dans les relations internationales en ce XXIème siècle repose sur une économie solide diversifiée et les rivalités USA/Chine en est l'exemple. Pour le cas Algérie qui a déposé sa demande d'adhésion, comme je l'ai mis en relief à maintes reprises, les résultats économiques sont loin de ses importantes potentialités, devant améliorer la gouvernance et accélérer les réformes sur le terrain, loin des discours. Aussi, la leçon à tirer avec objectivité, de la non adhésion de l'Algérie aux BRICS qui n'est pas une fin en soi mais pourrait être salutaire, sous réserve de profondes réfor-

mes, pour le redressement national devant avoir un langage de vérité, afin d'éviter les erreurs du passé. Car force est de constater que les énormes potentialités des pays contraste malheureusement, et c'est l'avis objectif de la majorité des experts internationaux, non les organiques soucieux surtout d'une rente, avec la situation économique entre 2022/2023 où la relance économique promise déjà en 2022 par le Premier ministre, peine à démarrer en 2023 alors qu'à terme (voir la Chine) la force d'une Nation dans les relations internationales repose sur l'économie. On constate que certains responsables face au blocage, mentalités bureaucratiques, sont tentés par l'élaboration de nouvelles lois (en Algérie existe trop de lois rarement appliquées) alors qu'il faut s'attaquer à l'écosystème. Gouverner c'est prévoir, cela nécessite, pour l'Algérie des prévisions à moyen et à long terme et donc une planification stratégique qui ne soit pas conjoncturelle. Car, j'ai pu constater malheureusement dans différentes interviews que certains soi-disant experts organiques selon l'expression du célèbre philosophe italien Antonio Gramsci, voulant plaire en contrepartie d'une rente, ont annoncé sans nuances que l'Algérie serait membre des BRICS, ayant induit en erreur les plus hautes autorités du pays.

2.-2. Pour l'Algérie, il faut un taux de croissance de 8/9% en termes réels (le FMI et la Banque mondiale dans le rapport de mai 2023, prévoyant pour l'Algérie (le PIB étant estimé à 190 milliards de dollars en 2022 pour une population de plus de 45 millions d'habitants) pour 2023, une croissance de 1,7% contre 2,6% précédemment loin des prévisions du gouvernement de plus de 4%, tirée par la dépense publique) pour absorber le flux additionnel annuel entre 350.000/400.000 par an qui s'ajoute au taux de chômage actuel ?

Suite en page 9

Suite de la page 8

Dans ce cadre, quel est le bilan de l'allocation chômage dont les inscrits selon le ministre du Travail avoisinent les 2 millions sur une population active d'environ 12,5 millions dans le recyclage au monde du travail collant avec l'environnement renvoyant d'ailleurs à la refonte de toute l'école depuis le primaire à l'université afin d'éviter des diplômés chômeurs, posant la problématique du devenir de ces 1,5 million de candidats qui passent les examens nationaux (Bem et Baccalauréat) en juin 2023 ? Le taux d'emploi, et c'est une loi universelle, étant un suicide de créer des emplois improductifs, est fonction du taux de croissance et de la structure des taux de productivité, devant être réaliste : sous réserve de la levée du verrou bureaucratique, de mobiliser le financement et pour certains projets de trouver un bon partenaire étranger, la rentabilité d'un projet mis en exploitation en 2023 nécessitera deux à trois années pour les PMI/PME et 5/7 ans pour les grands projets et chaque année de retard repousse les délais avec des surcoûts, où en économie le temps ne se rattrape jamais. Avant tout lancement d'un projet s'impose une étude de rentabilité précise, afin d'être concurrentiel au niveau international, devant privilégier pour les avantages financiers et fiscaux la balance devises et pour pouvoir exporter, il faut d'abord produire à un coût compétitif. Concernant les exportations hors hydrocarbures, le fondateur de la statistique moderne Morgenstern dans plusieurs de ses importants ouvrages sur la recherche opérationnelle, a attiré l'attention sur le danger de la manipulation des statistiques et surtout a insisté sur leur véricité et leur cohérence afin d'éviter des dérives des politiques économiques. Aussi, pour les exportations hors hydrocarbures selon les statistiques douanières pour 2022 nous avons la structure suivante : chimie, pétrochimie et dérivés d'hydrocarbures... 4248,09 millions de dollars, médicaments et produits pharmaceutiques, 3,61, matériaux de construction (ciment rond à béton, 1017,43, métallurgie/sidéurgie, 423,40 ; plastiques, caoutchouc, verre, 172,00 ; autres secteurs industriels, 415,12 ; produits agro-alimentaires, 149,69 ; produits agricoles 103,68 ; millions de dollars soit au total au 31/12/2023, 6,533 milliards de dollars. Plus précisément, d'après un responsable du ministère du Commerce cité par l'APS, les exportations hors hydrocarbures représentent 11% du taux global des exportations. Pour pouvoir atteindre 13 milliards de dollars en 2024, en référence à la structure des prix de 2022, il faudra augmenter le volume de près de 40% nécessitant de profondes réformes structurelles permettant des entreprises compétitives qu'elles soient privées ou publiques en termes de coûts et de qualité. D'une manière générale cet objectif sera fondamentalement tributaire des dérivés d'hydrocarbures représentant l'essentiel, où toute baisse ou hausse des prix sur le marché international a un effet positif ou négatif sur la future structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie. Une analyse plus fine pour 2022, montre clairement que les produits dérivés d'hydrocarbures dus à l'effet prix en 2022 et non pas à l'effet volume représentent 65,02% du total. Dans ce cadre je rappelle que les recettes (pas le



profit net devant déduire les coûts et la part des associés étrangers) grâce à l'effet prix (106 dollars le Brent et 16 dollars le MBTU pour le gaz selon le bilan de Sonatrach) ont été de 60 milliards de dollars fin 2022. Avec la baisse des prix en 2023 avec une légère augmentation en volume d'environ de 2% et tenant compte de la forte consommation intérieure presque équivalente aux exportations, de la nécessaire reinjection dans les puits entre 15/20% du volume produit pour éviter l'épuisement des puits, la recette de Sonatrach, serait fin 2023 d'environ 45 milliards de dollars. Si l'on inclut le ciment, le rond à béton dominant dans les matériaux de construction, les exportations étant des semi-produits à faible valeur ajoutée et bénéficiant d'importantes subventions dont le prix du gaz à environ 10/20% du prix international) nous avons un taux de 80,60% restant aux autres produits exportés à forte valeur ajoutée environ 19,40%. Pour bien situer les impacts réels des exportations hors hydrocarbures dans le temps et non se fier aux facteurs conjoncturels, il faudrait pour un bilan serein en dressant la balance devises nette et donc répondre aux questions fondamentales suivantes. Quel est la part des entreprises publiques et privées et leurs formes d'organisation, entreprises par actions, SARL ou unités unipersonnelles ; la répartition spatiale par zones géostrophiques, en mentionnant le chiffre d'affaires, la structure des coûts ; mettre en place des tableaux comptables de perspectives physico-financiers, afin d'analyser les évolutions des exportations en volume et en sur une longue période entre 2000/2022 pour corriger l'effet prix ; le taux d'intégration des unités s'exportatrices devant retirer toutes les matières premières et services importées en devises qui ont un impact sur la balance des paiements et enfin quantifier toutes les subventions dont les bonifications des taux d'intérêt et pour les unités fortes consommatrices d'énergie, aligner le prix du gaz sur celui du prix international pour calculer leur rentabilité réelle dans un cadre concurrentiel mondial.

2.-3.- Dans ce cadre il s'agit de relancer en urgence les projets réalisés suite aux orientations du président de la République lors de différents conseils de ministres, et des différentes réunions Gouvernement / Walis au niveau de chaque ministère et wilaya : Rappelons-nous les différents déclarations de dizaines de milliers de projets entre 2000/2020 dont plus de 80% n'ont jamais vu le jour, d'autres abandonnés

après avoir bénéficié des avantages financiers et fiscaux de complaisance des anciennes structures ANSEJ et ANDI et qu'en est-il du nouveau code d'investissement comme moyen d'attrait des IDE. Citons quelques cas récents relatés par la presse nationale, certains s'aventurant à parler d'exploitation alors qu'une lettre d'intention avec un partenaire étranger n'est pas un contrat définitif et le dépôt d'un dossier n'est pas nécessairement la concrétisation d'un projet. Nous pouvons répertorier différents projets toujours en attente, promis depuis de longues années qui pourraient dynamiser la croissance économique :

- le projet pétrochimique, d'Arzew, abandonné par Total et récemment attribué à Petrofac HQC pour un coût de 1,5 milliard de dollars, avec un retard de 5 années, la mise en exploitation étant prévue dans 42 mois soit fin 2027 ;
- le projet du gazoduc Nigeria Algérie toujours en gestation, devenant aléatoire sans la résolution de la crise au Niger, devant avoir l'accord de l'Europe principal client qui ne s'est pas encore prononcée évalué par l'Union européenne et qui selon nos informations n'est pas la priorité, axant la stratégie sur les énergies renouvelables et hydrogène vert dont le coût est estimé par l'UE à environ 20 milliards de dollars en 2020 contre 10 en 2012, étant plus rentable que celui passant par le Maroc plus de 30 milliards de dollars sans compter les délais de réalisation supérieurs de 5 ans ;
- le projet Galsi, via la Sardaigne abandonné par l'Italie en 2012 où le coût à cette date pour 8 milliards de mètres cubes gazeux était de plus de 3 milliards de dollars (tracé complexe) dont le coût de réalisation a certainement augmenté ;
- l'exploitation du fer de Gara Djebilet devant ramener le taux d'oxydation de 0,8% à moins de 0,1% et d'importants infrastructures pour sa commercialisation où le 09 mai 2022, le ministre des Mines (source APS), annonce officiellement que la réalisation du projet de Gara Djebilet, nécessitera la réalisation de plusieurs installations, aurait un coût variant entre 1 et 1,5 milliard de dollars par an sur une période allant de 8 à 10 ans, soit entre 10 et 15 milliards de dollars ;
- les projets de réalisation de 2 usines d'engrais phosphatés à Skikda et Tébessa, pour un investissement de 6 Mds US, toujours en négociation avec la Chine pour le financement ;
- le projet Gisement de zinc et plomb à Oued Amizour, qui vient seulement d'être réactivé en mai 2023, sans préciser le coût de réalisa-

tion, d'un potentiel minier exploitable estimé à 34 millions de tonnes pour une production annuelle de 170.000 tonnes de concentré de zinc, devrait entrer en production en 2026 ;
- le port de Cherchell d'un coût estimé entre 4 et 5 milliards de dollars l'Algérie n'étant même pas classée au niveau international parmi les 200 ports les plus performants dans le monde dans le dernier rapport international 2023 ; et où en est la production d'or, dont les réserves, en volume, n'ont pas changé d'un iota depuis 2007 (173 tonnes) ; où en sont les projets d'usine de voitures dont on devra être attentif au coût et au prix de vente, fonction de la capacité de production (les normes internationales donnant une capacité de 350.000/400.000 voitures par an pour le seuil de rentabilité), avec la détérioration du pouvoir d'achat des couches moyennes principaux acheteurs. Seulement pour les quelques projets cités, le montant du financement en devises dépasse les 40 milliards de dollars. Pour d'autres sujets importants souvent relatés par la presse nationale, il s'agit de dresser premièrement le bilan de la politique des subventions ciblées et la lutte contre l'inflation afin de préserver la nécessaire cohésion sociale, encore que nous assistons à un nivellement par le bas laminant les couches moyennes pilier du développement et le taux d'inflation a atteint près de 10% l'officiel, le taux étant certainement supérieur du fait que l'indice n'a pas été réactualisé depuis 2011 (l'Algérien n'étant pas seulement un tube digestif), les pièces détachées toutes catégories, les produits informatiques ainsi que ceux non subventionnés le taux a dépassé les 100% entre 2020 et août 2023 laminant le pouvoir d'achat ;
- deuxièmement, le bilan de la lutte contre la sphère informelle qui selon les données contradictoires, du fait de l'effritement du système d'information contrôlerait plus de 35% de la superficie économique et entre 6000 et 10.000 milliards de dinars de la masse monétaire en circulation, selon les données du président de la République début 2022 ;
- troisièmement, les actions dans l'efficacité énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique quelle est la part des énergies renouvelables car avec les subventions généralisées, la consommation intérieure de pétrole et de gaz représente en 2022 presque l'équivalent des exportations (42% en 2022 avec un accroissement de plus de 60% entre 2010/2022) sans une véritable coordination intersectorielle notamment entre le Ministère de

l'Energie et celui de l'Habitat, continuant à construire des millions de logements selon les méthodes traditionnelles énergivores. La part des énergies renouvelables dans le mix énergétique est en 2022 d'environ 440 MW soit entre 1/2% de la consommation totale, les extrapolations du Ministère de l'énergie, visant une puissance installée d'origine renouvelable de 22.000 MW horizon 2030 dont 40% pour couvrir la consommation intérieure et une partie exportable et de l'hydrogène vert. En 2022, la production et la consommation d'énergie, y compris dans le secteur de l'électricité sont tirées des hydrocarbures à 98/99 %, ces prévisions seront-elles atteintes et quel sera la part respective des filières photovoltaïques, éoliennes en intégrant la biomasse, la cogénération, la géothermie et le solaire thermique et surtout le besoin de financement ;
- quatrièmement, dresser le bilan de la récupération des biens des oligarques, en devises à l'étranger sachant que les importations de biens et services en devises ont avoisiné les 1000 milliards de dollars entre 2000/2020 et si on applique uniquement un taux de surfacturation de 10% nous aurons 100 milliards de dollars et qu'en est-il des placements dans les paradis fiscaux ou mis sous le nom de personnes étrangères qui sont soumis au droit international et non au droit algérien nécessitant une large coopération internationale, mais également la récupération des biens mal acquis en des oligarques en dinars, le montant de 20 milliards de dollars (source APS 22/12/2022) qui concernent certainement toutes les unités, les comptes en banques et les biens immobiliers mais pour avoir un solde positif, devant soustraire tous les crédits octroyés auprès des banques publiques non remboursés et se pose cette question, les unités récupérées, ont-elles été réactivées ou sont-elles tombées en berne et dans ce dernier cas il y a pertes financières.

En conclusion, contrairement à certains discours de sinistrose, où l'Algérie connaît la stabilité grâce aux efforts de l'ANP et des services de sécurité, il y a lieu d'éviter certains discours d'auto-satisfaction déconnectés de la réalité, existe de névrose collective. Il existe un lien dialectique entre développement et sécurité, et en ce mois d'août 2023, Sonatrach c'est l'Algérie et l'Algérie c'est Sonatrach. Étant à l'aube d'une profonde reconfiguration des relations internationales, les menaces et défis étant nouveaux du fait de la révolution mondiale tant sur le plan militaire, économique, social et surtout culturel, le défi à relever est la transition d'une économie de rente avec la dominance d'une économie informelle spéculative à une économie de production de biens et services basée sur la bonne gouvernance et la connaissance. L'Algérie, en s'adaptant au mieux de ses intérêts au nouveau monde, pays à fortes potentialités, possédant des marges avec des indicateurs financiers positifs, plus de 64 milliards de dollars de réserves de change fin février 2023, un endettement extérieur très faible 2,9 milliards de dollars fin 2022, peut devenir un pays pivot au sein des espaces méditerranéens et africains. Mais cela suppose de profondes réformes structurelles, plus de libertés, de transparence et de réhabiliter les vertus du travail.

FAÏD S'ENTRETIENT AVEC
LE MAE DU BANGLADESH...

«HISSEZ LES RELATIONS ÉCONOMIQUES»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a examiné, avec le ministre des Affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh, Abul Kalam Abdul Momen, les moyens de développer les rela-



tions économiques et commerciales bilatérales et les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement (NBD) des Brics, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a été «l'occasion de passer en revue l'état des relations économiques et commerciales bilatérales et les perspectives de leur renforcement et de leur développement, notamment dans les secteurs des finances, des hydrocarbures, pharmaceutique et des matériaux de construction», précise le communiqué.

Les deux parties ont souligné «leur volonté de consentir davantage d'efforts pour promouvoir la coopération et établir des partenariats mutuellement bénéfiques». Les deux ministres ont aussi évoqué «les perspectives de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement, laquelle a été soutenue par le Bangladesh, membre de la banque», selon la même source.

Concernant la coopération en matière de finances, les entretiens ont porté sur «les opportunités de signature d'accords de non-double imposition, ainsi que la promotion et la protection mutuelle des investissements», conclut le communiqué.

... AVEC SON HOMOLOGUE
SUD-AFRICAÏN...

«RENFORCER LA COOPÉRATION BILATÉRALE»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu, avec le ministre sud-africain des Finances, M. Enoch Godongwana, sur le renforcement de la coopération économique entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre a porté sur les moyens de renforcer la coopération économique entre les deux pays, et permis de passer en revue les opportunités de renforcement des échanges commerciaux et de l'investissement en vue de réaliser un développement durable dans la région. Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à poursuivre les efforts visant à «développer les relations économiques et de les hisser au niveau des relations historiques et des liens d'amitié établis de longue date entre les deux pays», a ajouté la même source. Les deux parties ont également évoqué «le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la Nouvelle banque de développement», le ministre sud-africain des Finances ayant exprimé le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie à cette banque, affirmant que «tous les efforts possibles seront fournis pour accélérer cette adhésion». Les discussions ont porté en outre sur les questions soulevées lors du 15^e Sommet des Brics, notamment celles relatives à la coopération financière et monétaire, a affirmé la même source, relevant que cette rencontre a permis d'examiner «les moyens de développement des opérations commerciales par l'utilisation des monnaies nationales».



... ET AVEC
LA PRÉSIDENTE
DE LA NBD

LES MESURES PRATIQUES D'ADHÉSION DISCUTÉES

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, s'est entretenu aussi avec la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBD), Dilma Rousseff, a indiqué un communiqué du ministère. Les deux parties ont débattu lors de cette rencontre «le dossier de l'adhésion de l'Algérie à la NBD, une banque internationale qui a pour objet de soutenir les projets de développement dans les pays émergents», selon la même source. Lors de cette rencontre, «la présidente de la NBD a exprimé sa conviction quant à l'approbation de la demande d'adhésion lors de la prochaine session du Conseil des gouverneurs de la banque, prévu pour le mois de septembre prochain». Par la même occasion, les mesures pratiques relatives au processus d'adhésion ont été discutées, la présidente de la banque ayant affirmé que «tous les pays membres au Conseil des gouverneurs ont affiché leur soutien à la candidature de l'Algérie», selon la même source.

Vendredi 25 - Samedi 26 Août 2023

CLÔTURE DU 15^e SOMMET DES BRICS

FAÏD : «L'ALGÉRIE A ÉTÉ PARMIS LES PREMIERS PAYS À PLAIDER POUR UN NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE MONDIAL»

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a affirmé, jeudi, que l'Algérie avait été parmi les premiers pays à plaider pour un nouvel ordre économique mondial plus juste.

À l'entame de son allocution, M. Faïd a transmis les salutations «fraternelles» du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux participants à cet événement, notamment les dirigeants du BRICS (Russie, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud), «en tête desquels son frère, le Président sud-africain, Matamela Cyril Ramaphosa, pour son aimable invitation à prendre part à ce forum, où se discutent les principaux enjeux mondiaux et se profile un avenir prometteur pour la coopération et la solidarité internationales». «L'histoire témoigne que l'Algérie a été parmi les premiers pays à plaider pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial plus juste», a souligné le ministre, rappelant que l'Algérie «a affirmé, lors de la 4^e assemblée du Mouvement des Non-Alignés (MNA) en Algérie, en septembre 1973, que tous les moyens de contrôle de l'économie mondiale étaient sous l'emprise d'une minorité de pays avancés, appelant ainsi à un ordre mondial basé sur les principes de justice et d'équité».

«Nous estimons que la vision des BRICS n'est que le prolongement de la vision défendue par l'Algérie depuis des décennies», a-t-il dit. Pour le ministre, «les mutations effrénées que connaît le monde aujourd'hui ont fait surgir un ensemble complexe de défis auxquels il est nécessaire de faire face, et d'opportunités qu'il importe d'exploiter de manière optimale». Concernant les défis, M. Faïd a indiqué que «la mondialisation heureuse, telle qu'elle a été qualifiée, est en déclin aujourd'hui. De même que les cadres des partenariats multilatéraux sont

compromis par l'égoïsme, la remise en question et le repli sur soi». «Il est désormais clair que les comportements unilatéraux et les dictats sont imposés aux pays en développement, se substituant aux valeurs essentielles de la coopération, du partenariat et de la solidarité», a-t-il martelé. Face à ces tiraillements, poursuit M. Faïd, «le thème retenu pour cette réunion par l'Afrique du Sud nous interpelle tous pour rappeler l'impérieuse nécessité de réorganiser l'ordre mondial d'un point de vue de durabilité et d'inclusion, en se focalisant sur les principes de justice, d'équité et de la multipolarité cohérente».

Dans ce contexte, M. Faïd a souligné que «l'Algérie partage ces principes fondamentaux avec le groupe BRICS, qui se positionne aujourd'hui comme un moteur de changement positif dans le monde. Le partenariat proposé par les pays du groupe offre une alternative viable aux tensions et aux divisions qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, ainsi qu'une opportunité de construire un ordre mondial juste et multipolaire basé sur le respect mutuel». Il a également expliqué que «l'Algérie, du fait de la convergence de ses vues avec les pays de ce groupe en termes de vision stratégique et de principes fondamentaux, a présenté sa candidature pour y adhérer, consciente que le choix de l'alliance et du regroupement est un choix souverain, stratégique et de développement qui peut contribuer à renforcer les cadres de coopération et de partenariat existants avec les autres composantes de la communauté internationale».

Il a ajouté que l'Algérie «a pris acte de la décision annoncée par les dirigeants des BRICS, invitant six nouveaux pays à rejoindre le groupe en tant que première étape, avec la perspective d'ouvrir la voie à d'autres pays dans un avenir proche».

«Notre avons l'intime conviction que l'Algérie, avec son illustre histoire et ses multiples atouts dans divers domaines, ainsi que sa position géostratégique, propose pour sa démarche d'adhésion des avantages certains. Son économie est diversifiée et en croissance, grâce à une jeunesse créative et à des ressources naturelles abondantes. Autant de facteurs susceptibles de créer des opportunités de coopération fructueuse au sein du groupe», a affirmé le ministre. «En plus de ces atouts, l'attachement de l'Algérie à privilégier les solutions pacifiques des conflits, ainsi que sa conviction de l'impératif de faire prévaloir le principe du dialogue dans le règlement des crises, le respect du droit international et le soutien en faveur des causes justes, reflètent son engagement à instaurer la paix, la stabilité et la justice à l'échelle mondiale, en sus de renforcer la représentation de l'Afrique dans les discussions mondiales», a souligné le ministre.

Enfin, le ministre a, à nouveau, affirmé «notre disposition à œuvrer avec les BRICS pour établir un partenariat solide et permanent, conformément à une vision complémentaire qui consolide la coopération Sud-Sud et resserre les liens de fraternité entre les États membres, où le respect est le mot d'ordre régissant nos échanges».

ALGÉRIE - AFRIQUE DU SUD SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE POUR LA CRÉATION D'UN CONSEIL D'AFFAIRES CONJOINT

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a signé, mercredi, en marge du Sommet des BRICS, un mémorandum d'entente avec son homologue sud-africain pour la création d'un Conseil d'affaires conjoint, a indiqué la CACI, dans un communiqué. Le mémorandum a été signé par le président de la CACI, M. Kamel Hamenni, et le président de la Chambre de commerce sud-africain, en présence du ministre

des Finances, M. Laâziz Faïd, et de la cheffe de cabinet du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, M^{me} Souhila Abellache. Pour M. Hamenni, ce conseil servira de «locomotive qui accroîtra le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Afrique du Sud», de même qu'il permettra de «renforcer l'intégration africaine, notamment après l'adhésion de l'Algérie à la Zone de libre-échange continentale africaine».

CLÔTURE DU 15^e SOMMET DES BRICS

NOURREDDINE LEGHELIEL, EXPERT

LES BONS POINTS À RETENIR

*Faut-il vraiment s'offusquer du fait que la candidature de l'Algérie n'a pas été retenue au sein du club des BRICS ?
Bien sûr que non, plaident les experts avertis.*

«C'est même une bonne nouvelle !» s'exclame l'expert et analyste boursier, Nourreddine Legheliel, qui se dit aussi «très sceptique quant à l'aboutissement du projet des BRICS», arguant des enjeux commerciaux à l'échelle internationale «que l'Occident, les USA en tête, domine, et ne tolérera point que sa suprématie soit remise en cause».

Une suprématie qui a encore de beaux jours devant elle, préconise encore notre interlocuteur, en rappelant certaines réalités économiques et commerciales «attestant indéniablement de la dépendance des pays des BRICS du financement de l'Occident».

Que l'on en juge. «La Chine, qui est considérée comme le moteur de ce club, a acquis pour 256 milliards de dollars de bons du Trésor américain à titre d'emprunts remboursables», a affirmé notre in-

terlocuteur, précisant que 249 compagnies chinoises sont cotées à la Bourse américaine.

Autre élément non moins important qu'il faudrait souligner, la monnaie chinoise, le yuan, a chuté de 9%, ces dernières années, face au dollar, a encore relevé l'expert. Concernant l'Inde, le constat de dépendance de l'Occident est encore plus accentué.

«L'Inde, qui est considérée comme le maillon faible du club des BRICS tire sa croissance économique presque totalement des investissements étrangers et de l'endettement», a affirmé l'expert. «236 milliards de dollars de bons du Trésor américain sont empruntés par l'Inde, 17 de ses compagnies sont cotées en Bourse US, et quant à sa monnaie, la roupie, elle a chuté de 28% face au dollar, ces cinq dernières années», dit-il. «Durant cette même période, le real, monnaie brésilienne, a aussi perdu



32% de son influence face au dollar américain qui restera donc supérieur pour plusieurs années, voire des décennies à venir», a encore ajouté notre interlocuteur, révélant, là encore, la dépendance de l'économie du Brésil de l'Occident,

plus particulièrement les USA, où elle a été créditée en 2022 de 38 milliards de dollars en bons du Trésor. Si le Brésil compte 27 compagnies économiques cotées en Bourse US, celles de l'Afrique du Sud, cet autre pays des BRICS,

s'élèvent à 47, a encore fait savoir notre interlocuteur. «Autant de facteurs de dépendance qui renseignent à quel point le monde occidental, l'administration américaine en tête, dispose d'éléments de chantage qu'il peut exercer à sa guise sur chacun des pays des BRICS», a certifié l'expert Legheliel, qui souligne par ailleurs qu'«avec le monde occidental, l'Algérie entretient des liens économiques et des échanges commerciaux de loin plus importants que ceux la liant aux pays des BRICS».

À titre d'exemple, «avec la Russie, nos échanges commerciaux oscillent autour de 3 milliards de dollars, avec la Chine nos exportations se sont élevées à quelque 600 millions de dollars en 2022 ; et il ne faut pas perdre de vue que les exportations de l'Algérie durant cette même année ont été de 12 milliards de dollars».

Karim Aoudia

L'EXPERT ARSELAN CHIKHAOUI :

«LE SOMMET A DÉFINI DES PRINCIPES D'ADHÉSION»

«À défaut d'examiner les candidatures émises par les pays souhaitant rejoindre les BRICS, les membres fondateurs de ce groupe, qui a, certes, acté le principe de l'élargissement du groupe, ont plutôt préféré inviter, dans un premier temps, un lot de pays à y adhérer et à travailler en parallèle sur les mécanismes d'adhésion dès janvier 2024», a analysé, de son côté, l'expert Arselan Chikhaoui, qui a suivi sur place les travaux du 15^e forum des BRICS à Johannesburg. Selon lui, «ce forum n'est pas sorti avec une liste de pays qui vont adhérer,

mais plutôt sur la définition des principes fondamentaux devant être adoptés pour permettre à un pays demandeur d'adhésion de rejoindre a posteriori ce groupe».

En d'autres termes, «il n'y a pas lieu de parler d'adhésion au sommet des BRICS à Johannesburg, mais simplement d'invitation d'adhésion qui obéit à une logique de compromis géopolitique et géoéconomique d'alliance, dans le but de préserver la survie de cette organisation».

Pour Chikhaoui, l'invitation de l'Éthiopie s'explique par le fait que c'est Addis-

Abeba qui abrite le siège de l'Union africaine (UA), celle de l'Argentine se révèle un facteur de compromis pour en finir avec les troubles que connaît ce pays, non sans impacter négativement la stabilité de tous le continent de l'Amérique latine. «Pour ce qui est de l'Algérie, poursuit le D^r Chikhaoui, c'est une bonne chose que l'adhésion aux BRICS soit reportée au prochain sommet de ce groupe, qui aura lieu à Moscou.»

K. A.



NABIL MATI (*) :

«UNE CHANCE POUR UN NOUVEAU DÉPART ?»

Lors du sommet de Johannesburg, la récente assemblée des BRICS, réunissant cinq des plus grandes économies émergentes – le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud –, a provoqué une réaction en Algérie. Toujours en quête d'une place prépondérante sur l'échiquier africain. Les BRICS ont révélé l'admission de six nouveaux membres dès janvier 2024, à savoir l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces onze pays, combinés, contribuent à près de 30% du PIB mondial, 40% de la population mondiale et aspirent à forger un nouvel ordre mondial plus bénéfique pour eux par rapport au système actuel.

Toutefois, au-delà des critiques et du refus de la candidature algérienne au sein des BRICS, il est crucial de mettre toutes les cartes sur la table et de faire face à la réalité. Il s'agira donc de se réinventer et de forger un nouveau chemin qui tient compte des dynamiques changeantes de notre monde interconnecté. Plutôt que de voir cette réunion des BRICS comme un révélateur de faiblesses, elle pourrait être le catalyseur dont



l'Algérie a besoin pour entamer une transformation économique profonde et durable.

Il est impératif de démarrer sans tarder les projets essentiels liés à la numérisation bancaire et fiscale. Ces initiatives devraient être supervisées par des spécialistes reconnus à l'échelle internationale, à qui l'on doit donner toute la marge de manœuvre nécessaire pour

accomplir cette tâche complexe.

De plus, face aux crises ayant révélé des vulnérabilités significatives, un audit interne de l'administration est incontournable. Dans une perspective récente, le Président a formulé plusieurs directives, pour dynamiser et optimiser la réalisation des initiatives nationales. Cependant, sur le terrain, nos analyses révèlent une mise en application parfois discordante avec ces directives. L'Algérie est aujourd'hui à un carrefour où repenser sa stratégie territoriale devient primordial. Toutefois, le financement de ces changements demeure un défi, particulièrement pour les régions aux ressources limitées.

Elles doivent désormais envisager d'autres sources de revenus, plutôt que de se reposer uniquement sur les subventions étatiques. Une diversification vers des revenus issus de la fiscalité, de l'exploitation foncière et de la TVA semble inévitable.

Assurer une certaine autonomie financière à ces régions pourrait alléger la charge sur les caisses de l'État, lui permettant ainsi de respirer. Seul l'avenir nous révélera si l'Algérie profitera de cette opportunité, sur-

tout avec la tenue du sommet des BRICS en Russie, l'année prochaine. Toutefois, une réalité s'impose : l'Algérie est à un tournant décisif, et les choix opérés aujourd'hui détermineront son destin pour les années à venir. Le pétrole ne pourra bientôt plus subvenir aux besoins des 45 millions d'Algériens.

Il est donc impératif d'explorer et de mettre en place d'autres moyens, pour redresser et stabiliser l'économie du pays.

La compétence individuelle, aussi essentielle soit-elle, ne peut plus opérer isolément. Elle a besoin de s'intégrer dans un ensemble plus vaste, pour mener le pays à la prospérité. Dans cette vision rénovée, chaque pièce du puzzle contribue à l'édification d'une Algérie forte et durable. Toutefois, le chemin vers le progrès est souvent jalonné de défis, d'obstacles, et parfois de déceptions !

N. M.

(*) École des hautes études des sciences sociales de Paris
EHESSIMAF, Campus Condorcet.

Vendredi 25 - Samedi 26 Août 2023

L'EXPRESSION

Le Quotidien

2 ► L'actualité

L'EXPRESSION

DIMANCHE 27 AOÛT 2023

MODALITÉS D'ATTRIBUTION DU FONCIER ÉCONOMIQUE

LA LOI AVANT LA FIN 2023

L'OPÉRATION a été pilotée par le ministre des Finances Laâziz Faïd.

■ MOHAMED TOUATI

Le dernier verrou qui faisait barrage à l'investissement, national et étranger, doit sauter avant la fin de l'année. Durant cette rentrée sociale en principe. L'opération a été pilotée par le ministre des Finances Laâziz Faïd.

Le projet de loi fixant les règles générales relatives aux marchés publics, qui facilitera l'accès aux commandes publiques à la faveur de la numérisation et encouragera l'outil national de production ayant été adopté le 13 juillet dernier par les élus de l'Assemblée populaire nationale.

Le vote a eu lieu lors d'une séance plénière, conduite par le président de l'APN, Brahim Boughali, en présence du ministre des Finances, Laâziz Faïd, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Bessma Azouar. Ce nouveau texte de loi « constitue une étape importante vers la réalisation de la transparence, la justice et l'égalité dans le domaine des marchés publics », avait déclaré le grand argentier du pays. Il « mettra un terme aux pratiques illégales dans le domaine des marchés publics à travers la création d'un portail électronique des marchés publics



La loi encouragera l'outil national de production

garantissant la dématérialisation des procédures des marchés publics en Algérie », avait-il souligné. Des garanties impératives qui doivent booster l'investissement. Les opérateurs économiques étrangers notamment, frappent aux portes manifestant leur volonté de s'implanter à travers le territoire national. C'est le cas du groupe malaisien « Lion » qui a entamé les procédures de réalisation de projets industriels « structurels importants » pour un coût de 6 milliards de dollars, ce qui permettrait de générer près de 10.000 emplois.

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement

(Aapi) à qui l'octroi du foncier économique a été attribué a fait état de 10.000 projets d'ici début 2024 qui devraient être enregistrés à la faveur de la loi relative au foncier économique. Entre novembre 2022 (lancement de son activité) et le 31 juillet 2023, le nombre de projets enregistrés au niveau des guichets uniques décentralisés et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers a atteint un total de 3.120 projets, d'une valeur dépassant les 1.731 milliards de dinars. Le bilan fait état de 3.054 projets (97,8%) d'investisseurs locaux, pour une valeur de 896 milliards de dinars, qui

devraient créer plus de 70.000 emplois. Parmi ces projets locaux, il y a 17 investissements dans des « mégaprojets ». L'Agence a enregistré, aussi, 66 autres projets, dont 41 projets au titre du partenariat local-étranger et 25 projets étrangers directs, pour une valeur globale de plus de 834 milliards de dinars, devant générer près de 9.000 emplois. La Turquie (25 projets) et la Chine (11 projets) arrivent en tête en termes d'investissements étrangers enregistrés issus des cinq continents. Près de 100 sociétés étrangères ont également manifesté à l'Agence leur volonté d'investir en Algérie,

dont de grandes sociétés internationales. Cela doit permettre au pays d'aborder sereinement la question de son développement, de son industrialisation et tourner une page sombre de son « itinéraire économique ».

Le foncier industriel a, en effet, fait couler trop d'encre, objet de convoitises anciennes, il constitue tout simplement le nœud gordien de toute tentative à l'investissement.

D'importantes parcelles de terrain, à travers le territoire national, ont pourtant été dédiées à l'implantation d'unités industrielles. Elles avaient pour objectif de participer au développement économique du pays dans le cadre d'une stratégie qui devait restreindre sa dépendance au secteur des hydrocarbures. Elles ont été tout bonnement détournées de leur vocation. Alors que l'Algérie a surtout besoin d'investissements directs qui influenceront de manière positive sur son économie hors hydrocarbures. C'est le défi qui lui est imposé pour bâtir une économie productrice de richesses et génératrice d'emplois afin de tenir un rang de premier ordre et déterminant dans cette transition économique qui a besoin d'un climat assaini et basé sur la transparence. Un cap qu'elle doit allégrement franchir avec la nouvelle loi sur le foncier économique... **M.T.**

الجزائر كانت في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي اقتصادي جديد



الجزائر - أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس بجوهانسبورغ (جنوب إفريقيا)، بصفته ممثلاً لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في منتدى "بريكس أوتريتش بلاص"، المنظم في إطار الدورة الـ 15 لقمة "البريكس"، أن الجزائر كانت في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي اقتصادي جديد أكثر عدالة.

وفي بداية مداخلة، نقل السيد فايد التحيات "الأخوية" لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، للمشاركين في هذا الحدث، خاصة بالذكر قادة دول مجموعة البريكس (روسيا، الصين، الهند، البرازيل وجنوب إفريقيا)، "وعلى رأسهم أخيه رئيس جنوب إفريقيا، ماتامبلا سيريل رامافوزا، على دعوته الكريمة للمشاركة في هذا المنتدى حيث تناقش أهم الرهانات العالمية المترابطة وترتسم معالم مستقبل واعد للتعاون والتضامن الدوليين".

وبالمناسبة، ابرز وزير المالية أن "التاريخ يشهد بأن الجزائر كانت في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي اقتصادي جديد أكثر عدالة"، مذكرا أن الجزائر "أقرت، بمناسبة انعقاد الجمعية الرابعة لحركة عدم الانحياز بالجزائر في سبتمبر 1973، بأن جميع وسائل التحكم في الاقتصاد العالمي هي حكر على أقلية من الدول المتقدمة، داعية بذلك إلى نظام دولي قائم على مبادئ العدالة والإنصاف".

وعليه، أضاف السيد فايد، "فنحن نرى أن رؤية مجموعة البريكس ما هي إلا امتداد للتصور الذي طالما دافعت عنه الجزائر منذ عقود".

كما اعتبر وزير المالية أن "التغيرات المتسارعة التي يشهدها العالم اليوم، أفرزت مزيجا معقدا من التحديات التي يجب التصدي لها، ومن الفرص التي ينبغي إستغلالها على أمثل وجه".

وفيما يخص التحديات، أكد أن "العولمة السعيدة، كما وصفت، أصبحت اليوم في تراجع، وأطر الشراكات متعددة الأطراف قد انتابها انتعاش الأنانيات والتشكيك في الغير والانكماش على الذات"، مشيراً انه "بات من الواضح أن السلوكيات الأحادية ومنطق الإملاءات قد فرضت على الدول النامية محل القيم الأساسية للتعاون، والشراكة والتضامن".

وأمام هذه التجاذبات، يقول وزير المالية، "فإن الموضوع الذي اختارته رئاسة جنوب إفريقيا لهذا الاجتماع، يستوقفنا جميعاً ليعبر على الضرورة الملحة لإعادة ترتيب النظام الدولي من منظور الاستدامة والشمولية من خلال الارتكاز على مبادئ العدالة والإنصاف والتعددية القطبية المتناسقة".

وفي هذا السياق، شدد السيد فايد على أن "الجزائر تتقاسم هذه المبادئ الأساسية مع مجموعة البريكس، التي تبرز اليوم كمحرك للتغيير الإيجابي في العالم، حيث تشكل مقاربة الشراكة التي تقدمها دول المجموعة بديلاً مجدياً للتوترات والانقسامات التي تميز عالم اليوم، وفرصة لبناء نظام دولي منصف ومتعدد الأقطاب قائم على الاحترام المتبادل".

كما أوضح أن "الجزائر، انطلاقاً من تطابق وجهات نظرها مع دول هذه المجموعة من حيث الرؤية الإستراتيجية والمبادئ الأساسية، تقدمت بترشحها للانضمام إليها من منطلق إدراكها أن خيار التحالف والتكتل هو خيار سيادي واستراتيجي وتنموي من شأنه أن يشكل لبنة تضاف لأطر التعاون والشراكات القائمة مع مكونات المجتمع الدولي الأخرى".

وأضاف أن الجزائر "أخذت علماً بالقرار الذي أعلن عنه اليوم قادة مجموعة البريكس القاضي بدعوة ستة دول جديدة لعضوية المجموعة كمرحلة أولى وتطلعهم لفتح المجال في المستقبل القريب لدول أخرى"، مبرزاً أن "فناعتنا تظل راسخة بأن الجزائر بتاريخها المجيد ورصيدها الثري في مختلف المجالات، بالإضافة إلى موقعها الجيوستراتيجي، تقدم في مسعاها للعضوية مزايا جلية، فاقصداها في تنوع ونمو تصاعدي بفضل طاقة شبابية خلاقية وموارد طبيعية وفيرة، وهي كلها عوامل تخلق فرصاً للتعاون المثمر داخل المجموعة".

بالإضافة إلى هذه المؤهلات، قال الوزير، فإن "تمسك الجزائر بأولوية الحلول السلمية للنزاعات وإيمانها بضرورة تغليب مبدأ الحوار في حل الأزمات واحترام القانون الدولي ودعم القضايا العادلة، يعكس إلتزامها بتحقيق السلم والاستقرار والعدالة على الصعيد العالمي كما سيعزز تمثيل إفريقيا في النقاشات العالمية".

وفي الختام، أكد الوزير، مجدداً، "استعدادنا على العمل مع مجموعة البريكس لتأسيس شراكة متينة ودائمة وفق تصور تكاملي يعزز التعاون جنوب - جنوب و يوثق الروابط الأخوية بين الدول الأعضاء، يكون فيه الاحترام المتبادل القاعدة الأساسية في تفاعلاتنا".

جدير بالذكر أن أشغال منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" جرت اليوم الخميس في إطار الدورة الـ 15 لقمة "البريكس"، التي نظمت بجوهانسبورغ من 22 إلى 24 أغسطس الجاري تحت شعار "بريكس وإفريقيا : شراكة من أجل نمو متسارع وتنمية مستدامة وتعددية شاملة".

واجتمع في المنتدى، إضافة إلى قادة البلدان الخمسة لمجموعة البريكس، رؤساء دول وحكومات يمثلون 67 بلداً من إفريقيا وأمريكا اللاتينية وآسيا والكرايب و كذا مسؤولي منظمات دولية وإقليمية.

فايد يتحدث بجوهانسبورغ مع رئيسة البنك الجديد للتنمية



الجزائر- تحدثت وزيرة المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس بجوهانسبورغ (جنوب أفريقيا)، مع رئيسة البنك الجديد للتنمية، السيدة ديلا روساف، حسب ما افاد به بيان للوزارة.

وجرى هذا اللقاء على هامش أشغال قمة "البريكس" التي عقدت في جوهانسبورغ من 21 الى 24 أغسطس الجاري، يضيف ذات المصدر.

وتناول اللقاء، حسب البيان، نقاشا موسعا حول ملف انضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية، وهو بنك دولي يهدف إلى دعم مشاريع التنمية في الدول النامية".

وخلال هذا اللقاء، "أعربت رئيسة البنك عن قناعتها بشأن قبول طلب الانضمام في الجلسة المقبلة لمجلس محافظي البنك، المقرر عقدها شهر سبتمبر المقبل".

كما تمت، بالمناسبة، مناقشة الإجراءات العملية المتعلقة بمسار العضوية، حيث أكدت رئيسة البنك أن "مجموع الدول الاعضاء في مجلس المحافظين

وزير المالية يبحث بجوهانسبورغ مع نظيره الجنوب افريقي سبل تعزيز التعاون بين البلدين



الجزائر - أجرى وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس بجوهانسبورغ (جنوب افريقيا)، لقاء مع وزير المالية الجنوب الافريقي، إنوك غودونغوانا، تمحور حول تعزيز التعاون الاقتصادي بين البلدين، حسب ما أفاد به بيان للوزارة.

وتم خلال هذا اللقاء، الذي جرى على هامش أشغال الدورة الـ 15 لقمة مجموعة "بريكس"، تناول سبل تعزيز التعاون الاقتصادي بين البلدين، و كذا استعراض الفرص المتاحة لتعزيز التبادل التجاري والاستثمار المشترك، بهدف تحقيق التنمية المستدامة في المنطقة.

وفي هذا الإطار، يضيف ذات المصدر، تعهد الطرفان بمواصلة الجهود الرامية الى "تطوير العلاقات الاقتصادية وترقيتها الى مصاف العلاقات التاريخية وعلاقات الصداقة التي طالما تميز بها كلا البلدين".

وفي نفس السياق، "تمت مناقشة ملف انضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية"، حيث أعرب وزير المالية الجنوب افريقي - حسب البيان - عن دعم دولته لملف انضمام الجزائر لهذا البنك، مؤكدا بأنه "سيتم بذل كل الجهود الممكنة لتسريع عملية الانضمام".

كما تمحورت المناقشات حول القضايا التي تم طرحها في القمة الخامسة عشرة لدول "بريكس"، لاسيما تلك المتعلقة بالتعاون المالي والنقدي، يؤكد المصدر، مشيرا أيضا الى التطرق، في إطار هذا اللقاء، إلى "كيفية ترقية المعاملات التجارية باستعمال العملات الوطنية". وقد ابدوا دعمهم لترشح الجزائر، حسب ذات المصدر.

الجزائر/جنوب إفريقيا: التوقيع على مذكرة تفاهم لإنشاء مجلس أعمال مشترك



الجزائر- وقعت الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة مع نظيرتها الجنوب إفريقية على مذكرة تفاهم من أجل إنشاء مجلس أعمال مشترك بين البلدين، وذلك على هامش أشغال الدورة الـ 15 لقمة مجموعة "بريكس" المنعقدة بجوهانسبرغ، حسبما أفاد به بيان للغرفة.

و تم التوقيع على الاتفاقية، مساء أمس الأربعاء، من طرف رئيس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، كمال حمني، ورئيس غرفة التجارة لجنوب إفريقيا، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد، ورئيسة ديوان وزير التجارة وترقية الصادرات، سهيلة عبلاش.

و في هذا الإطار، أكد السيد حمني بأن هذا المجلس سيكون بمثابة "القاطرة التي تعزز حجم التبادلات التجارية بين الجزائر وجنوب أفريقيا"، وفقا لنفس المصدر.

كما "سيسمح المجلس بتعزيز الاندماج الإفريقي، خاصة بعد انضمام الجزائر لاتفاقية التجارة الحرة الإفريقية مما يفتح المجال للمتعاملين الاقتصاديين لكلا البلدين ببحث فرص الشراكة، التعاون والاستثمار"، يضيف رئيس الغرفة، معتبرا أن "كل الظروف مواتية لإقامة تبادلات تجارية واقتصادية مربحة لكلا الطرفين".

و خلال هذا اللقاء، تم أيضا الاتفاق على تنظيم زيارة عمل للمتعاملين الاقتصاديين من جنوب إفريقيا خلال الطبعة لـ 31 لمعرض الإنتاج الجزائري المزمع تنظيمه شهر ديسمبر المقبل، وفقا للبيان.

وزير المالية يستعرض فرص تعزيز التبادل التجاري والاستثمار مع نظيره الجنوب إفريقي



اجرى وزير المالية لعزیز فايد لقاء مع نظيره الجنوب إفريقي إنوك غودونغوانا، حيث تناولوا سبل تعزيز التعاون الاقتصادي بين البلدين، واستعرضا الفرص المتاحة لتعزيز التبادل التجاري والاستثمار المشترك، بهدف تحقيق التنمية المستدامة في المنطقة.

الوزيران تعهدا بمواصلة الجهود الرامية الى تطوير العلاقات الاقتصادية ترقيتها الى مصاف العلاقات التاريخية وعلاقات الصداقة التي طالما تميز بها كلا البلدين.

في نفس السياق، تمت مناقشة ملف إنضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية، حيث أعرب وزير المالية الجنوب الأفريقي عن دعم دولته لملف إنضمام الجزائر لهذا البنك مؤكدا بأنه سيتم بذل كل الجهود الممكنة لتسريع عملية الانضمام.

كما تمحورت المناقشات حول القضايا التي تم طرحها في القمة الخامسة عشرة لدول البريكس، لا سيما تلك المتعلقة بالتعاون المالي والنقدي.

كما تم التطرق في إطار هذا اللقاء، إلى كيفية ترقية المعاملات التجارية باستعمال العملات الوطنية.

الجزائر-جنوب إفريقيا : التوقيع على مذكرة تفاهم لإنشاء مجلس أعمال مشترك



وقعت الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة مع نظيرتها الجنوب إفريقية على مذكرة تفاهم من أجل إنشاء مجلس أعمال مشترك بين البلدين، وذلك على هامش أشغال الدورة الـ15 لقمة مجموعة "بريكس" المنعقدة بجوهانسبرغ، حسبما أفاد به بيان للغرفة.

وتم التوقيع على الاتفاقية، مساء أمس، من طرف رئيس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، كمال حماني، ورئيس غرفة التجارة لجنوب إفريقيا، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد، ورئيسة ديوان وزير التجارة وترقية الصادرات، سهيلة عبلاش.

وفي هذا الإطار، أكد حماني بأن هذا المجلس سيكون بمثابة "القاطرة التي تعزز حجم التبادلات التجارية بين الجزائر وجنوب أفريقيا"، وفقا لنفس المصدر.

كما "سيسمح المجلس بتعزيز الاندماج الإفريقي، خاصة بعد انضمام الجزائر لاتفاقية التجارة الحرة الإفريقية مما يفتح المجال للمتعاملين الاقتصاديين لكلا البلدين ببحث فرص الشراكة، التعاون والاستثمار"، يضيف رئيس الغرفة، معتبرا أن "كل الظروف مواتية لإقامة تبادلات تجارية واقتصادية مربحة لكلا الطرفين".

وخلال هذا اللقاء، تم أيضا الاتفاق على تنظيم زيارة عمل للمتعاملين الاقتصاديين من جنوب إفريقيا خلال الطبعة لـ 31 لمعرض الإنتاج الجزائري المزمع تنظيمه شهر ديسمبر المقبل، وفقا للبيان.

من أجل شراكة متينة ودائمة تعزز التعاون جنوب - جنوب فايد: الجزائر جاهزة للعمل مع مجموعة "بريكس"

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، الخميس بجوهانسبورغ بجنوب إفريقيا، بصفته ممثلاً لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في منتدى "بريكس أوتريتش بلاص"، المنظم في إطار الدورة الـ15 لقمة "البريكس"، أن الجزائر كانت في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي، اقتصادي جديد أكثر عدالة. وبالمناسبة، أبرز وزير المالية، أن "التاريخ يشهد بأن الجزائر كانت في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي، اقتصادي جديد أكثر عدالة"، مذكراً أن الجزائر "أقرت، بمناسبة انعقاد الجمعية الرابعة لحركة عدم الانحياز بالجزائر في سبتمبر 1973، بأن جميع وسائل التحكم في الاقتصاد العالمي هي حكر على أقلية من الدول المتقدمة، داعية، بذلك، إلى نظام دولي قائم على مبادئ العدالة والإنصاف".
وعليه، أضاف فايد: "فنحن نرى أن رؤية مجموعة (البريكس) ما هي إلا امتداد للتصور الذي طالما دافعت عنه الجزائر منذ عقود".

كما اعتبر وزير المالية، أن "التغيرات المتسارعة التي يشهدها العالم اليوم، أفرزت مزيجا معقدا من التحديات التي يجب التصدي لها، ومن الفرص التي ينبغي استغلالها على أمثل وجه".
وفيما يخص التحديات، أكد أن "العولمة السعيدة، كما وصفت، أصبحت اليوم في تراجع، وأطر الشراكات متعددة الأطراف قد انتابها انتعاش الأنانيات والتشكيك في الغير والانكماش على الذات"، مشيراً إلى أنه "بات من الواضح أن السلوكيات الأحادية ومنطق الإملءات قد فرضت على الدول النامية وحلت محل القيم الأساسية للتعاون، والشراكة والتضامن".

وأمام هذه التجاذبات، يقول وزير المالية، "فإن الموضوع الذي اختارته رئاسة جنوب إفريقيا لهذا الاجتماع، يستوقفنا جميعاً ليعبر على الضرورة الملحة لإعادة ترتيب النظام الدولي من منظور الاستدامة والشمولية، من خلال الارتكاز على مبادئ العدالة والإنصاف والتعددية القطبية المتناسقة".
وفي هذا السياق، شدد فايد على أن "الجزائر تتقاسم هذه المبادئ الأساسية مع مجموعة (البريكس)، التي تبرز اليوم كمحرك للتغيير الإيجابي في العالم، حيث تشكل مقارنة الشراكة التي تقدمها دول المجموعة بديلاً مجدياً للتوترات والانقسامات التي تميز عالم اليوم، وفرصة لبناء نظام دولي منصف ومتعدد الأقطاب قائم على الاحترام المتبادل".

كما أوضح أن "الجزائر، انطلاقاً من تطابق وجهات نظرها مع دول هذه المجموعة من حيث الرؤية الإستراتيجية والمبادئ الأساسية، تقدمت بترشحها للانضمام إليها من منطلق إدراكها أن خيار التحالف والتكتل هو خيار سيادي وإستراتيجي وتنموي، من شأنه أن يشكل لبنة تضاف إلى أطر التعاون والشراكات القائمة مع مكونات المجتمع الدولي الأخرى".

وأضاف أن الجزائر “أخذت علما بالقرار الذي أعلن عنه قادة مجموعة (البريكس) القاضي بدعوة ستة دول جديدة لعضوية المجموعة كمرحلة أولى وتطلعهم لفتح المجال، في المستقبل القريب، لدول أخرى”، مبرزا أن “قناعتنا تظل راسخة بأن الجزائر، بتاريخها المجيد ورصيدها الثري في مختلف المجالات، بالإضافة إلى موقعها الجيوإستراتيجي، تقدّم، في مسعاها للعضوية، مزايا جلية، فاقتصادها في تنوع ونمو تصاعدي بفضل طاقة شبابية خلّاقة وموارد طبيعية وفيرة، وهي كلها عوامل تخلق فرصا للتعاون المثمر داخل المجموعة.”

بالإضافة إلى هذه المؤهلات، قال الوزير، فإن “تمسك الجزائر بأولوية الحلول السلمية للنزاعات وإيمانها بضرورة تغليب مبدأ الحوار في حل الأزمات واحترام القانون الدولي ودعم القضايا العادلة، يعكس التزامها بتحقيق السلم والاستقرار والعدالة على الصعيد العالمي، كما سيعزز تمثيل إفريقيا في النقاشات العالمية.”

وفي الختام، أكد الوزير، مجدّدا، “استعدادنا على العمل مع مجموعة (البريكس) لتأسيس شراكة متينة ودائمة، وفق تصور تكاملي يعزّز التعاون جنوب – جنوب ويوثّق الروابط الأخوية بين الدول الأعضاء، يكون فيه الاحترام المتبادل القاعدة الأساسية في تفاعلاتنا.”

الجدير بالذكر أن أشغال منتدى “بريكس أوترينتش بلاص” جرت الخميس في إطار الدورة الـ15 لقمة “البريكس”، التي نظّمت بجوهانسبورغ من 22 إلى 24 أوت الجاري تحت شعار “بريكس وإفريقيا.. شراكة من أجل نمو متسارع وتنمية مستدامة وتعدّدية شاملة.”

واجتمع في المنتدى، إضافة إلى قادة البلدان الخمسة لمجموعة “البريكس”، رؤساء دول وحكومات يمثلون 67 بلدا من إفريقيا وأمريكا اللاتينية وآسيا والكرييب وكذا مسؤولي منظمات دولية وإقليمية .



الجزائر ستكون حلم بريكس قريباً

ليس مشكلة، أن تتأخر أول خطوة، في مسار ما، فكل الذين وصلوا إلى مبتغاهم، عرفوا التأخرات وقيل منذ القدم، بأن خسارة معركة لا تعني الخذلان في الحرب، والانتصار في معركة أو حتى معارك متعددة، لا يعني كسب الحرب بغنائمها، فحتى لو فازت الجزائر بعضويتها الكاملة في مجموعة بريكس، ما قلنا بأنها قد حققت الانتصارات للجزائريين اقتصاديا، ولا يعني الانضمام إلى هذه المجموعة، أننا قوة قادمة في عالم الاقتصاد، فكل دول العالم كانت قوتها في نفسها، وليس في غيرها.

الأشياء الجميلة كلها تبدأ بحلم، والجزائريون حلموا في جانب صغير من حياتهم، بالانضمام إلى بريكس، بعد عقود من الأحادية التي مزقت العالم وعاشت فيه فسادا، وبدأ الحلم، من تركيبة هذا النادي الاقتصادي، وكبُر إلى أن بلغ درجة طلب العضوية والسعي لأجلها، ولكنه في الأخير، لم يتحقق في الوقت الحالي، فكان مفاجئاً للبعض، ومخيبا لآخرين، ومنطقيا بالنسبة إلى العديد من الاختصاصيين الذين ثمنوا الطلب، وأرجؤوا تحقيقه

إلى أشهر وربما سنوات قادمة، بل وكان أيضا اللاحدث بالنسبة إلى مجموعة من الاختصاصيين الذين يرون الجزائر جسدا واحدا ينبض بالحياة، قبل أن تكون عضوا في جسد آخر من الناحية الاقتصادية، وهي في طريقها التدريجي نحو نمو حقيقي، تقضي فيه نهائيا على الألغام الداخلية والخارجية التي وُضعت على أرضها على مدار عقود، وأفرزت سابقا مشاكل اقتصادية وخاصة مالية، جعلت من بنوك الجزائر، مجرد مصارف ومخازن للمال العام والخاص.

هل تعلمون بأن تركيا بدأت التفاوض للانضمام إلى الاتحاد الأوروبي، منذ ربيع 1987، وكان الأتراك في تسعينيات القرن الماضي ينامون ويصحون على حلم الاتحاد الأوروبي، وكلما ابتعد عنهم، ذرفوا اليأس والقنوط، قبل أن يُدرك الأتراك طريقهم، وبرغم ما كانوا يلاقونه من عراقيل، إلا أنهم واصلوا سعيهم. وفي طريقهم لتحقيق حلم سياسيهم تطوّرت تركيا، وصارت دولة قوية حتى لا نقول بأنها أحسن من أكثر من نصف دول الاتحاد الأوروبي، إلى أن أصبح انضمامهم من عدمه إلى الأسرة الأوروبية، سيان، بالنسبة إلى الأتراك، الذين حلموا بالتقدم في الحضن الأوروبي، فتوفر لهم من دونه، وإذا توفر في يوم ما، فسيكون إضافة فقط. أمام الجزائر مشاريع ضخمة في غار جبيلات والطريق الإفريقي والسد الأخضر وميناء الحمدانية وغيرها من المشاريع العملاقة، التي تجعل الجزائر حلما لبريكس، وليس العكس، وإذا كنا نقول عن قناعة بأن الجزائر هي قارة قائمة بذاتها، فإن تحقيقها لمشاريع كبيرة، وتحسين منظوماتها الاستراتيجية من تربية وتعليم عال وصحة ونقل وخدمات، سيجعلها تكتلا اقتصاديا واجتماعيا قائما بذاته، يسعى الآخرون إليه، كما هي حال الكثير من البلدان، التي لا يهتمها من الانضمام إلى الغير، سوى مدّهم بالدعم، إذا كان مسعاهم يطمح إلى قبر الهيمنة والاستعمار.

هناك احتمال كبير جدا، بأن يقبل بريكس عضوية الجزائر في اجتماع أعضائه القادم، ولن يكون القبول المستقبلي إنجازا كبيرا، كما لم يكن الرفض الأخير خيبة كبيرة.

الجزائر في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي اقتصادي جديد



أكد وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الخميس، أن الجزائر كانت في طليعة الدول التي رافعت من أجل بناء نظام عالمي اقتصادي جديد أكثر عدالة.

وحسب وكالة الأنباء، نقل فايد، في بداية مداخلته، بجوهانسبورغ، بصفته ممثلا لرئيس الجمهورية، في منتدى "بريكس أوتريتش بلاص"، التحيات "الأخوية" لرئيس الجمهورية، للمشاركين في هذا الحدث.

خاصا بالذكر قادة دول مجموعة البريكس (روسيا، الصين، الهند، البرازيل وجنوب إفريقيا). "وعلى رأسهم أخيه رئيس جنوب إفريقيا، ماتامبلا سيريل رامافوزا، على دعوته الكريمة للمشاركة في هذا المنتدى.

وذكر الوزير، أن الجزائر "أقرت، بمناسبة انعقاد الجمعية الرابعة لحركة عدم الانحياز بالجزائر في سبتمبر 1973. بأن جميع وسائل التحكم في الاقتصاد العالمي هي حكر على أقلية من الدول المتقدمة. داعية بذلك إلى نظام دولي قائم على مبادئ العدالة والإنصاف."

وأضاف فايد، "فنحن نرى أن رؤية مجموعة البريكس ما هي إلا امتداد للتصور الذي طالما دافعت عنه الجزائر منذ عقود."

كما اعتبر وزير المالية أن "التغيرات المتسارعة التي يشهدها العالم اليوم، أفرزت مزيجا معقدا من التحديات التي يجب التصدي لها. ومن الفرص التي ينبغي إستغلالها على أمثل وجه."

كما أكد أن “العولمة السعيدة، كما وصفت، أصبحت اليوم في تراجع، وأطر الشراكات متعددة الأطراف قد انتابها انتعاش الأنانيات والتشكيك في الغير والانكماش على الذات.”

مشيرا إلى أنه “بات من الواضح أن السلوكيات الأحادية ومنطق الإملءات قد فرضت على الدول النامية محل القيم الأساسية للتعاون، والشراكة والتضامن.”

وأمام هذه التجاذبات، يقول وزير المالية، “فإن الموضوع الذي اختارته رئاسة جنوب إفريقيا لهذا الاجتماع. يستوقفنا جميعا ليعبر على الضرورة الملحة لإعادة ترتيب النظام الدولي من منظور الاستدامة والشمولية. من خلال الارتكاز على مبادئ العدالة والإنصاف والتعددية القطبية المتناسقة.”

وشدد فايد على أن “الجزائر تتقاسم هذه المبادئ الأساسية مع مجموعة البريكس. التي تبرز اليوم كمحرك للتغيير الإيجابي في العالم. حيث تشكل مقاربة الشراكة التي تقدمها دول المجموعة بديلا مجديا للتوترات والانقسامات التي تميز عالم اليوم. وفرصة لبناء نظام دولي منصف ومتعدد الأقطاب قائم على الاحترام المتبادل.”

وأوضح أن “الجزائر، انطلاقا من تطابق وجهات نظرها مع دول هذه المجموعة من حيث الرؤية الإستراتيجية والمبادئ الأساسية. تقدمت بترشحها للانضمام إليها من منطلق إدراكها أن خيار التحالف والتكتل هو خيار سيادي واستراتيجي وتنموي. من شأنه أن يشكل لبنة تضاف لأطر التعاون والشراكات القائمة مع مكونات المجتمع الدولي الأخرى.”



هذا ما قاله وزير المالية أمام بريكس بعد الإعلان عن الأعضاء الجدد

أكد وزير المالية، لعزیز فايد، أمس الخميس، استعداد الجزائر على العمل مع مجموعة البريكس لتأسيس شراكة متينة ودائمة وفق تصور تكاملي يعزز التعاون جنوب-جنوب.

وقال الوزير، في بداية مداخلة، بجوهانسبورغ، بصفته ممثلا لرئيس الجمهورية، في منتدى “بريكس أوتريتش بلاص”، أن الجزائر مستعدة، لتوثيق الروابط الأخوية بين الدول الأعضاء، يكون فيه الاحترام المتبادل القاعدة الأساسية في تفاعلاتنا.

وأشار فايد، إلى أن الجزائر أخذت علما بالقرار الذي أعلن عنه أمس قادة مجموعة البريكس. القاضي بدعوة 6 دول جديدة لعضوية المجموعة كمرحلة أولى، وتطلعهم لفتح المجال في المستقبل القريب لدول أخرى.

وأبرز الوزير، أن “قناعتنا تظل راسخة بأن الجزائر بتاريخها المجيد ورصيدها الثري في مختلف المجالات. بالإضافة إلى موقعها الجيوستراتيجي، تقدم في مسعاها للعضوية مزايا جلية. فاقتصادها في تنوع ونمو

تصاعدي بفضل طاقة شبابية خلاقية وموارد طبيعية وفيرة. وهي كلها عوامل تخلق فرص للتعاون المثمر داخل المجموعة".

بالإضافة إلى هذه المؤهلات، قال الوزير، فإن "تمسك الجزائر بأولوية الحلول السلمية للنزاعات. وإيمانها بضرورة تغليب مبدأ الحوار في حل الأزمات واحترام القانون الدولي ودعم القضايا العادلة. يعكس إلتزامها بتحقيق السلم والاستقرار والعدالة على الصعيد العالمي كما سيعزز تمثيل إفريقيا في النقاشات العالمية".

البلاد

فايد يناقش بجوهانسبورغ ملف انضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية



تحدثت وزيرة المالية لعزیز فايد أمس الخميس، بجوهانسبورغ (جنوب إفريقيا) مع رئيسة البنك الجديد للتنمية ديلا روساف حسب ما أفاد به بيان للوزارة.

وجرى هذا اللقاء على هامش أشغال قمة "البريكس" التي عقدت في جوهانسبورغ من 21 إلى 24 أوت الجاري يضيف ذات المصدر.

وتناول اللقاء حسب البيان "نقاشا موسعا حول ملف انضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية، وهو بنك دولي يهدف إلى دعم مشاريع التنمية في الدول النامية".

وخلال هذا اللقاء، "أعربت رئيسة البنك عن قناعتها بشأن قبول طلب الانضمام في الجلسة المقبلة لمجلس محافظي البنك، المقرر عقدها شهر سبتمبر المقبل".

كما تمت بالمناسبة مناقشة الإجراءات العملية المتعلقة بمسار العضوية، حيث أكدت رئيسة البنك أن "مجموع الدول الأعضاء في مجلس المحافظين قد أبدوا دعمهم لترشح الجزائر" حسب ذات المصدر.



لو كانوا يعقلون – ..

محمد كاديك

سقط في يد بعض من «المتشائمين» حين لم يجدوا اسم «الجزائر» على قائمة الملتحقين الجدد بـ«بريكس»، فراح بضعمهم يضربون خبط عشواء في (تحاليل) أشبه بـ(البكائيات)، بينما راح آخرون يطرحون أسئلة من فراغ، وهناك حتى الذين (ضحكوا وسخروا وتشقّفوا)؛ لأنّ أسنتهم التي أخرستها المنجزات الجزائرية، كانت تبحث عن أي «سانحة» للانطلاق، وتحقيق بعض (الراحة النفسية) بالنيل من الجزائر..

ولم ينتبه (البعضهم) أن «بريكس» أعلنت عن الملتحقين الجدد دون أن تعلن رفض باقي الطلبات، وهذا يعني أن المسألة متعلقة بأبعاد لا تخصّ ثقل الملفات، ولا نقائص مفترضة فيها، ثم إن جناح الجزائر



بمعرض «بريكس» حقق النجاح المطلوب، وواضح بأنّ «فكرة توسيع بريكس» نفسها، لم تنبثق إلا في جانفي المنصرم، ما يعني أن المساحة الزمنية لا تسمح بـ«نضج معايير القبول»؛ ولهذا راهن «بريكس» – كبداية – على معيار «التوازن الإقليمي (جغرافيا) داخل دول المجموعة»، وهذا ما يبدو جليا في القائمة الجديدة المعتمدة، ولا يحتاج إلى (تممخ) عالي المستوى كي يسلم نفسه لـ(الفاهمة).. لو كانوا يفهمون..

وفي كل حال، فإن الانتقال من اقتصاد الريع إلى الاقتصاد المنتج ماضٍ إلى تحقيق أهدافه، والتغييرات العميقة التي أحدثتها الجزائر الجديدة، ستتعمق أكثر، فـ«السانحة الحقيقية» أتاحت للجزائر كي تواصل مسار بناء النموذج الاقتصادي الجديد، وتعميق الإصلاحات، وليس لمن يتكالبون على المنجز الجزائري..

وليس يضيرنا أبدا أن يتشدد بعضهم بكلام لا يليق في حقّ جهود منيرة تبذل بالوطن، ولكننا نأسف للمغالطات التي يقع في أحابيلها بعض الصالحين، وكان أولى بهم أن يذكروا بأن الجزائر حققت في أقل من عهدة رئاسية واحدة، ما لم يتحقق منذ الاستقلال.. والعبرة بالمثل الجزائري الفصيح: «الرّجال بالرّجال.. والرّجال برّبّي».. لو كانوا يعقلون..

قوانين متكاملة لهيكله وتجديد النظام المصرفي الجزائر الجديدة.. إصلاحات مالية لنمو اقتصادي مستدام

تعمل «الجزائر الجديدة» على هيكله وتجديد المالية العامة للبلاد، بغية تحقيق الاستقرار المالي والتحكم في مخاطر الأسواق وتطوير وسائل الدفع وتنمية مستويات الشفافية، من خلال تجسيد الرقمنة ومكافحة الفساد مع تنفيذ قانون المضاربة بكل حزم، فضلا عن تكريس قانون للحد من تبييض الأموال ومجابهة الأموال المشبوهة ومحاصرتها، مع التطور التكنولوجي وسرعة التحويلات المالية. ويجري تزامنا مع إصدار قانون الاستثمار الجديد، معالجة ملف العقار السياحي، الزراعي، الصناعي والحضري، ودمج الأنشطة الاقتصادية الجديدة في مجالات اقتصاد المعرفة والمؤسسات الناشئة والاقتصاد الرقمي وغيرها.. وفق قانون المفاوض الذاتي، مع تحدي رفع مستوى المنافسة المصرفية لتحسين قدرات السوق المالي، وتعزيز فكرة البنوك الرقمية مع توجه الجزائر نحو تفعيل آلية الدينار الرقمي.



تكملة لقانون مكافحة المضاربة غير المشروعة، الذي جاءت أحكامه لحماية الحقوق الاقتصادية للمستهلك الجزائري، كون وجود الطابع الاحتكاري في الممارسات التجارية والتدليس يستوجب تدخلا رديعا لضمان الأمن والرقابة التجارية.

تحرير روح المبادرة المقاولاتية

من جهة أخرى، فإن قانون الاستثمار الجديد فتح الباب أمام المتعاملين الاقتصاديين بالداخل والخارج لتحرير روح المبادرة المقاولاتية، حيث تم حصر أكثر من 100 طلب استثمار أجنبي، كما أبدى أكثر من 1200 متعامل أجنبي نيتهم في دخول السوق الجزائرية، وتم تسجيل أكثر من 1694 مشروعا للاستثمار، بقيمة تتجاوز 845 مليار دينار جزائري (6.3 مليار دولار) منذ دخول القانون الجديد حيز التطبيق، وأن القطاع الخاص يستحوذ على 85% من رأسمال الجزائري، وسيساهم في توفير 55 ألف وظيفة.

تنظيم العقار بأنواعه..

وبحسب حيمران، فقد تم اتخاذ إجراءات لتنظيم العقار الاقتصادي، من خلال استحداث وكالة خاصة بكل أنواعه (السياحي، الزراعي، الصناعي والحضري). مشيرا إلى أن مشروع قانون النقد والقرض الجديد جاء مواكبا لقانون الاستثمار الجديد والذي يتضمن آليات جديدة تسمح بالحد من السوق الموازية.

الفساد؛ فالتخوف من جريمة تبييض الأموال في ازدياد مستمر نتيجة التطور التكنولوجي وسرعة خدمات المؤسسات المالية، وصدور القانون سيعيد تأطير المال خارج القنوات الرسمية، خاصة وأن بعض الأرقام تحدد حجم السوق الموازية بـ90 مليار دولار.

تنظيم السوق الموازية..

في هذا الصدد، يؤكد المتحدث أن صدور قانون النقد والصرف الجديد سيساهم في تنظيم السوق الموازية للأموال. فالتبويض يتم دائما وينشط في السوق السوداء، والوقاية منها ستكون ممكنة بعد مراجعة الاختلالات الموجودة في قانون النقد والقروض؛ ذلك أن القانونين مرتبطان ببعضهما. فمثلا، القانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتهما يشترط تبرير مصدر الأموال، أما أحد أشكال تبييض الأموال المعروفة، هو تحويل الأموال من العملة المحلية إلى العملة الأجنبية، وهذا الفعل غير القانوني سيتصدى له قانون النقد والصرف كون موضوعه هو مسيطرة حركة رؤوس الأموال.

أما فيما يخص السوق الموازية للعملة الصعبة، فستشهد نصوصا تنظيمية سيصدرها محافظ بنك الجزائر لإنشاء مكاتب الصرف.

تكملة قانون مكافحة المضاربة

بالإضافة لهذا، يضيف البروفيسور حيمران، فإن القانون النقدي والمصرفي جاء

سيف الدين قداش

يقول الدكتور محمد حيمران، مدير مخبر المالية العامة والأسواق المالية بجامعة جيجل، إنه في عالم ما بعد الجائحة، تحت وطأة التضخم وتراجع النمو وتزايد مستويات الدين، وجدت الدول المتقدمة نفسها مرغمة على رفع أسعار الفائدة. وفي هذا السياق الدولي، فضلت الجزائر مواصلة عملية إصلاح منظومتها المالية والمصرفية عبر مناقشة القانون النقدي والمصرفي الجديد، حيث كان بنك الجزائر يركز في السابق على السيطرة على التضخم، من خلال تحقيق الاستقرار على مستوى الطلب الكلي، ولكن في نطاق الأهداف الحالية، تهدف السياسة المالية والنقدية إلى تحقيق الاستقرار المالي والتحكم في مخاطر الأسواق وتطور وسائل الدفع، ويعتبر هذا القانون تشريعا محوريا ضمن منظومة متكاملة من القوانين الرامية إلى تعزيز مبادئ الشفافية والحكم الرشيد.

القانون النقدي المصرفي تكملة لقانون الوقاية من تبييض الأموال

بالمقابل، أشار حيمران إلى أن مشروع القانون النقدي المصرفي، هو تكملة للقانون المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وفقا لأحكام اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة الفساد، والذي يعتبر أداة لحماية الاقتصاد الوطني والمنظومة المالية والبنكية من خطر الاختراق من طرف المجرمين الماليين، والتجاوزات الخطيرة التي تحدث في تسيير المال العام والحد من مختلف مظاهر

قراءة موضوعية في معايير الانضمام إلى المجموعة

لماذا "حُرمت" الجزائر من دخول البريكس؟

في قمتها الـ15 بجنوب إفريقيا (منذ إنشائها عام 2009 م) وبحضور قادة دول أعضائها إلا روسيا التي مثلها وزير خارجيتها، وبعد قرارها بتأسيس ما يعرف بـ"بنك التنمية الجديد" والمشهور باسم "بنك بريكس" عام 2014 م، كان لـ"البريكس" ما يعد ثاني أهم إنجاز وهو انتصارها لتوسعة عضويتها ودعوتها لـ6 دول للانضمام ابتداء من منتصف السنة القادمة (2024 م).



وروسيا فبقاى التعامل التجارى معهم ضعيف إلى منعدم.

3- الغياب الكبير للجزائر عن الساحة الدولية لأكثر من عشرية، ليس من السهل توضيحه في سنة أو سنتين من النشاط.

4- داء الجزائر المزمن وهو اعتمادها على اقتصاد الربيع وهو اقتصاد قلق مهدد في أي لحظة، والمطلوب اقتصاد متنوع يحتمل الصدمات.

4- نتيجة:

بشيء من الاهتمام والجهد يمكن للجزائر القارة بطاقتها البشرية ومساحتها الواسعة وأقاليمها المناخية ومنها الزراعية المتباينة وشرواتها المختلفة أن تبني في أقل وقت نظام اقتصادي فعال تحقق من خلاله أمنها الغذائي والطاقتي وتلعب دورها كدولة محورية في فضاءها الجغرافي والحضاري.

ملاحظة: كل الدول الـ6 المختارة رحبت بدعوة لـ"البريكس" إلا السعودية التي علقت بقولها: سندرس الدعوة؟، وهذا يدل ربما على أن السعودية لم تكن جادة بطلبها للانضمام إنما هو ورقة ضغط للحصول على تنازلات عند راعيها وكافلها الوحيد الولايات المتحدة الأمريكية، بمنطق التهديد بإعادة الزواج..!

واجه صدور هذا القرار صعوبات نظرا:

1- للاختلاف في مبدأ وكيفية التوسعة بين الأعضاء الخمسة.

2- للاهتمام الواسع بالعضوية في التكتل بحيث عبرت أكثر من 40 دولة عن رغبتها في الانضمام بينما قدمت 22 منها طلبا رسميا لذلك.

ويمكن تفسير هذا الانجذاب لأهمية حجم "البريكس" وما تمثله في الاقتصاد العالمي فحتى نهاية 2022 م قدر مجموع إنتاجها الخام بـ44 تريليون دولار، وتسيطر على 17 بالمائة من التجارة العالمية، كما تشغل 27 بالمائة من مساحة اليابسة في العالم (حوالي 40 مليون كيلومتر مربع).

فيما كان قرار إنشاء البنك هدفه الأكبر التخلص التدريجي من هيمنة الدولار الأمريكي والوصول إلى عملة موحدة، فقرار التوسعة ولو لم تسبقه رؤية موحدة ومتجانسة فالهدف منه توسيع نفوذ التكتل للتأثير أكثر في السياسة العالمية، وهذا ما يفسر ما ظهر من خلاف حولها، وجاء القرار بضم 6 دول دون غيرها من الـ22 دولة مرشحة غربيا وغير مفهوم على أي أسس بني، هل على معايير اقتصادية صرفة..؟، أم هي سياسية أو جيوسياسية صرفة..؟، أم هي خليط بينهما..؟.

1-معايير الاختيار:

غلب على التحاليل المبررة لاختيار الـ6 دول دون غيرها اعتماد خليط من المعايير الاقتصادية، الجيوسياسية والسياسية.. وحتى يمكننا توضيح الصورة نحاول مقارنة الجزائر كدولة سابعة لم تتل العضوية في هذه القمة بالدول المختارة فنجد أن ترتب كما يأتي:

أ-معيار الناتج الداخلي الخام: 1-السعودية (1108 مليار دولار)، 2-الأرجنتين (633 مليار دولار)، 3- الإمارات العربية المتحدة (508 مليار دولار)، 4- مصر (447 مليار دولار)، 5-إيران (389 مليار دولار)، 6-الجزائر (192 مليار دولار)، وأخيرا أثيوبيا بـ127 مليار دولار.

ب-معيار معدل التضخم نجد: 1-الإمارات العربية المتحدة (2,07 بالمائة)، 2- المملكة العربية السعودية (2,3 بالمائة)، 3- الجزائر (9,10 بالمائة)، 4-أثيوبيا (28,8 بالمائة)، 5-مصر (36,5 بالمائة)، 6- إيران (39,4 بالمائة)، وأخيرا الأرجنتين بـ(113 بالمائة).

ت-معيار معدل البطالة نجد: 1-الإمارات العربية المتحدة (2,75 بالمائة)، 2- المملكة العربية السعودية (5,1 بالمائة)، 3- الأرجنتين (6,9 بالمائة)، 4-مصر (7 بالمائة)، 5-إيران (9,7 بالمائة)، 6- الجزائر (12,7 بالمائة)، وفي الرتبة الأخيرة أثيوبيا (29,3 بالمائة).

ث-معيار المساحة نجد: 1-الأرجنتين (2,78 مليون كم2)، 2-الجزائر (2,38 مليون كم2)، 3-السعودية (2,15 مليون كم2)، 4- إيران (1,648 مليون كم2)، 5-أثيوبيا (1,112 مليون كم2)، 6-مصر (1,002 مليون كم2)، وفي الرتبة الأخيرة الإمارات (83,6 ألف كم2).

ج-معيار عدد السكان نجد: 1-أثيوبيا (123 مليون نسمة)، 2-مصر (104 مليون نسمة)، 3-إيران (84,1 مليون نسمة)، 4-الأرجنتين (46,24 مليون نسمة)، 5-الجزائر (44,90 مليون نسمة)، 6-السعودية (32,18 مليون نسمة)، وفي الرتبة الأخيرة الإمارات (9,44 مليون نسمة).

فيما وضعا تنقيط لكل رتبة لمختلف هذه المعايير (على اعتبار أنها متساوية) بحيث تمنح النقطة 60 للحاصل على الرتبة الأولى و50 للحاصل على الرتبة 2.. وهكذا حتى تصل إلى النقطة 0 للحاصل على الرتبة الأخيرة نحصل على ترتيب الدول الاستحقاق كما يأتي:

1-السعودية بـ210 نقطة، 2-الأرجنتين بـ180 نقطة، 3-الإمارات بـ160 نقطة، 4-مصر بـ140 نقطة، 5-الجزائر بـ130 نقطة، 6-إيران بـ120 نقطة، 7-أثيوبيا بـ90 نقطة.

ومنه نصل إلى النتيجة، أنه بمنطق حسابي كانت حظوظ الجزائر أوفر لنيل العضوية أمام كل من إيران وأثيوبيا وليست بعيدة عن مصر.

2-العامل السياسي:

في تقديري هو العامل الحاسم في قرار الاختيار فمجموعة البريكس مهم الأول توسيع النفوذ لنيل مكاسب اقتصادية أكبر وبحسب تصريحات بعض قادتهم يمكن أن نستخلص بعض ضوابط الاختيار:

1-إختاروا الدول التي تملك إمكانات مالية كبيرة لتوسيع قدرة المجموعة على التمويل، ويظهر هذا في اختيار السعودية والإمارات..

2-إختاروا الدول ذات الكثافة السكانية على اعتبار أنها أسواق واعدة، ويظهر هذا في اختيار أثيوبيا ومصر وإيران.

3-انتصروا لاختيار إيران ومصر بدافع جيوسياسي أيضا فكلاهما يطل على شريان

بحث سبل تعزيز التعاون بين الجزائر وجنوب إفريقيا توقيع مذكرة تفاهم لإنشاء مجلس أعمال مشترك

لـ 31 لمراسل الإنتاج الجزائري المزمع تنظيمه شهر ديسمبر المقبل.
ق.!

فرص الشراكة، التعاون والاستثمار، بضيف رئيس الغرفة، معتبرا أن كل الظروف مواتية لإقامة تبادلات تجارية واقتصادية مربحة

التي تم طرحها في القمة الخامسة عشرة لدول بريكس لاسيما تلك المتعلقة بالتعاون المالي والنقدي، يؤكد ذات المصدر، مشيرا أيضا إلى التطرق، في إطار هذا اللقاء، إلى كيفية ترقية المعاملات التجارية باستعمال العملات الوطنية. إلى ذلك، وقعت الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة مع نظيرتها الجنوب إفريقية على مذكرة تفاهم من أجل إنشاء مجلس أعمال مشترك بين البلدين وذلك على هامش أشغال الدورة الـ15 لقمة مجموعة بريكس المنعقدة بجوهانسبرغ، حسب ما أفاد به بيان للوزارة.

وتم خلال هذا اللقاء، الذي جرى على هامش أشغال الدورة الـ15 لقمة مجموعة «بريكس»، تناول سبل تعزيز التعاون الاقتصادي بين البلدين، وكذا استعراض الفرص المتاحة لتعزيز التبادل التجاري والاستثمار المشترك، بهدف تحقيق التنمية المستدامة في المنطقة. وفي هذا الإطار، بضيف ذات المصدر، تعهد الطرفان بمواصلة الجهود الرامية إلى تطوير العلاقات الاقتصادية وترقيتها إلى مصاف العلاقات التاريخية وعلاقات الصداقة التي طالما تميز بها كلا البلدين.

وفي نفس السياق، تمت مناقشة ملف انضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية، حيث أعرب وزير المالية الجنوب إفريقي - حسب البيان - عن دعم دولته لملف انضمام الجزائر لهذا البنك، مؤكدا بأنه سيتم بذل كل الجهود الممكنة لتسريع عملية الانضمام. كما محورت المناقشات حول القضايا

فايد يتحدث بجوهانسبورغ مع رئيسة البنك الجديد للتنمية



تحدث وزير المالية، لعزیز فايد، أول أمس، بجوهانسبورغ، مع رئيسة البنك الجديد للتنمية، السيدة ديلما روساف، حسب ما أفاد به بيان للوزارة. وجرى هذا اللقاء على هامش أشغال قمة البريكس التي عقدت في جوهانسبورغ من 21 إلى 24 أغسطس الجاري، بضيف ذات المصدر، وتناول اللقاء نقاشا موسعا حول ملف انضمام الجزائر إلى البنك الجديد للتنمية وهو بنك دولي يهدف إلى دعم مشاريع التنمية في الدول النامية. وخلال هذا اللقاء أعربت رئيسة البنك عن قناعتها بشأن قبول طلب الانضمام في الجلسة المقبلة لمجلس محافظي البنك المقرر عقدها شهر سبتمبر المقبل. كما تمت، بالمناسبة، مناقشة

الإجراءات العملية المتعلقة بملف انضمام الجزائر. المحافظين قد أبدوا دعمهم لترشح
العضوية، حيث أكدت رئيسة البنك أن «مجموع الدول الأعضاء في مجلس
ق.!



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger